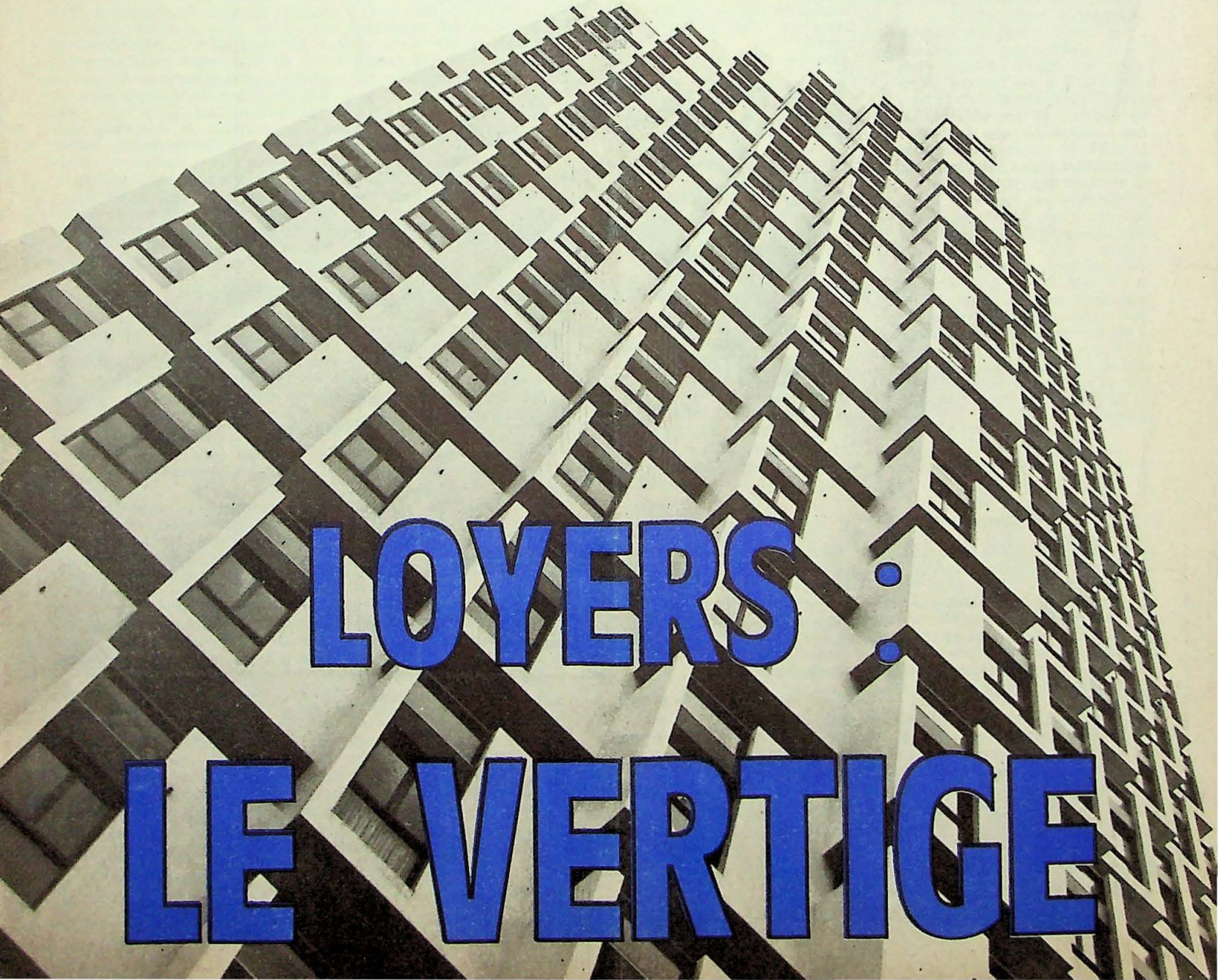
N° 800 — 4 F
DU 26 OCT. AU 1er NOV. 78
NOUVELLE ÉDITION
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
PSU

tribune socialiste

La parole à : MICHEL ROLANT



LOYERS : LE VERTIGE

flash

ALAIN HAIE EMPRISONNE

Alain Haie, jeune engagé qui a déserté au bout de trois ans et demi, a été arrêté le mercredi 11 octobre à La Roche-sur-Yon. Il dénonçait publiquement l'armée comme maître-chanteur (voir **TS** n° 798). La veille, les domiciles de quatre personnes (dont un camarade PSU) et un foyer de jeunes avaient été « visités » par la police...

Emprisonné à Rennes, Alain a commencé une grève de la faim. Le comité de soutien a appelé à manifester mercredi 18 à La Roche (300 personnes) ; il est actuellement constitué par les organisations suivantes : MAN, PSU, CPAR, Ecole émancipée, Paysans-Travailleurs, LCR, MRJC, Association écologique du haut bocage vendéen, CSCV La Roche, Groupe autogestionnaire de Fontenay-le-Comte, PS.

Le comité, dans un communiqué, réclame notamment « **la mise en liberté d'Alain Haie parce qu'il a été victime d'une publicité mensongère de la part de l'armée, et que tout travailleur engagé ou non doit avoir le droit de rompre son contrat de travail** ». Il invite les militants à envoyer des lettres dans le même sens au juge des TPFA, quartier Foch, boulevard de la Tour d'Auvergne, 35998 Rennes-Armée.

Par ailleurs, le comité s'adresse à toutes les organisations bretonnes pour que son action soit relayée à Rennes même.

● Contacts : Mme Lozach'meur, 4 rue Jean Jaurès, Rennes. Comité de soutien c/o Jean Coirier, 23 avenue du Bocage, 85000 La Roche-sur-Yon, CCP : 396 62 V Nantes. ■

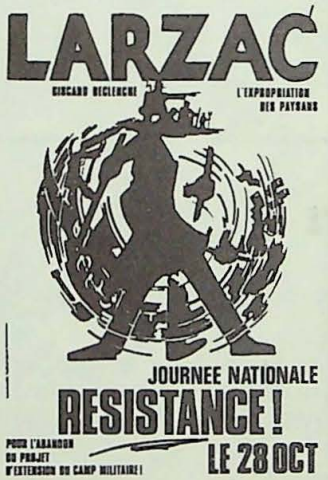
CREDIT PHOTO :
P. 1 : D.R. ; P. 6 : Christian Weiss ; P. 7 : Collombert ; P. 9 : A.F.P. ; P. 10 : Christian Weiss ; P. 12 : D.R. ; P. 16 : D.R. ; Dessins : Cagnat et Filipandré.

A PARIS AUSSI

En solidarité avec la journée d'action qui se déroulera au Larzac le samedi 28 octobre, plusieurs cortèges sont prévus dans Paris ce même jour.

Des points de rassemblement sont prévus, place de la République, à la tour Montparnasse, devant les grands magasins (Printemps, Galeries), au M° Barbès. A 14 h tout le monde convergera vers le plateau Beaubourg où une animation est prévue.

Mobilisation pour le Larzac. ■



PARTIELLE DE NANCY I : INTERROGATIONS

Dans T.S. n° 797, Serge Depaquit s'interrogeait sur la nécessité pour le P.S.U. de présenter des candidats aux élections législatives partielles. Voici les interrogations que nous nous sommes posées avant de participer à la campagne de Nancy I.

D'abord, quelle était la situation politique, quand au début de l'été J.J.S.S. a été invalidé ? Dans la circonscription, le chômage. Comme partout, direz-vous ! En réalité, la Lorraine est plus touchée, car elle ne vit que du textile et de la sidérurgie... En juillet était suspendue la construction de la nouvelle aciérie de Neuves-Maisons, déjà terminée à 90 %, avec l'inquiétude pour les 3 200 ouvriers de l'usine et les 20 000 emplois qui y sont liés. Au plan national ? La défaite de la gauche, la déception populaire qui a suivi ont permis à la bourgeoisie d'accélérer la restructuration industrielle.

Bref, n'avons-nous pas à intervenir ? Le courant socialiste et autogestionnaire n'est-il seulement qu'un « courant critique » à l'égard du Programme commun, sur l'écologie, les droits des femmes et le socialisme ? Ne sommes-nous pas une gauche différente qui concrètement (par la lutte pour les 35 heures, par exemple) pose d'abord la question de la transformation de la société, à propos de l'exploitation des travailleurs à la production, comme à propos du mode de développement fondé sur le gaspillage et les inégalités, et de l'aliénation des hommes et des femmes dans leur vie quotidienne ?

Face aux querelles stériles, aux procès d'intention, aux rivalités de la gauche traditionnelle, ne faut-il pas réaffirmer que seule l'unité populaire à la base permet de s'opposer à la restructuration capitaliste aujourd'hui, pour s'engager victorieusement demain dans la voie du socialisme autogestionnaire ?

Pour nous, la présence active du P.S.U. dans cette campagne était un des moyens de répondre à ces questions. En accord avec les autres composantes du Front Autogestionnaire, le P.S.U. a présenté seul les mêmes candidats qu'en mars, pour insister sur notre démarche plus politique, et contribuer activement à la défaite de J.J.S.S., symbole de la droite libérale.

Le résultat en voix peu encourageant (1,1 % au lieu de 1,9 %), est lié à la nature de l'élection qui n'a pas mobilisé tout le « courant critique », c'est vrai ! Mais il y a d'autres résultats : deux nouvelles sections, des contacts avec des socialistes lassés du flou artistique, et des communistes déçus par leur appareil. Des ouvriers ont compris, en votant P.S.U. pour la première fois, qu'il faut rompre l'affrontement P.C.-P.S. pour changer la gauche.

Cette campagne, nous la continuons, dans les quartiers, les boîtes et les villages. La section de Neuves-Maisons a même décidé de présenter un camarade à l'élection cantonale partielle de Neuves-Maisons !

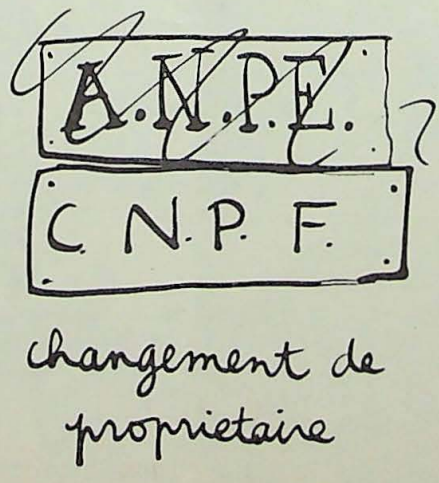
Henri BEGORRE,
candidat du P.S.U. Nancy I ■

A.N.P.E. : PROJET DE LOI

Pour Boulin, les responsables du chômage, c'était jusqu'à maintenant : les jeunes, les femmes, les immigrés et tous ceux qui refusent la mobilité ; depuis aujourd'hui, un accusé de plus : l'A.N.P.E. et ses agents. Ce service public créé en 1967 risque fort de passer plus directement sous la coupe du patronat si le ministre suit les propositions du rapport déposé le 16 octobre sur son bureau.

Or, dès le lendemain, Boulin annonçait à la commission des affaires culturelles de l'Assemblée qu'il déposerait un projet de loi sur l'A.N.P.E. dans le courant du mois de novembre, pour « **discussion et application immédiate** »... C'est confirmer que le gouvernement veut s'en prendre au statut et aux missions de l'A.N.P.E. (cf. T.S. n° 798).

L'ensemble des syndicats du personnel de l'A.N.P.E., y compris F.O. et C.G.C., refusent un établissement à caractère industriel et commercial. De même, les confédérations C.G.T. et F.O. ont clairement marqué leur opposition à un tel statut, la confédération C.F.D.T. ayant simplement précisé pour l'instant qu'elle s'opposerait à toute privatisation. Le P.S.U. rappelle son opposition à ce nouveau démantèlement du service public de l'emploi que constitueraient les mesures envisagées : abandon du monopole des offres, création d'un établissement à caractère industriel et commercial.

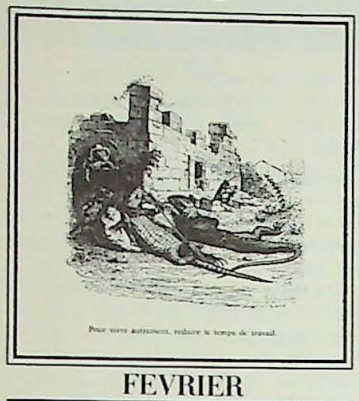


Ces projets n'apportent sur le fond aucune satisfaction aux besoins actuels : création d'emplois, réduction du temps de travail, contrôle par les travailleurs sur les embauches et les licenciements. Pour le P.S.U., le service public de l'emploi doit être réunifié avec l'inspection du travail et les services de gestion des aides publiques. Il doit permettre une meilleure protection des droits des salariés, et particulièrement de ceux des petites entreprises.

Coordination P.S.U.
des services de l'emploi ■

Vous voulez savoir si 1979 sera une année bissextile ?

Une seule solution : achetez le calendrier de l'autogestion 1979.



FEVRIER

LUN		5	12	19	26
MAR		6	13	20	27
MER		7	14	21	28
JEU	1	8	15	22	
VEN	2	9	16	23	
SAM	3	10	17	24	
DIM	4	11	18	25	

Réclamez-le aux militants du P.S.U. ou commandez-le à P.S.U.-calendrier, 9, rue Borromée, 75015 Paris, en joignant 12 F (frais d'envoi compris).

calendrier politique

● *Jeudi 26 octobre (Paris) :* le comité d'action pour les droits de la défense tiendra une conférence publique à 19 h, tour Maine-Montparnasse, salle Vierge-Gémeaux. Le thème en sera « Les droits de la défense et les jugements par défaut », avec la participation de Gilles Perrault, auteur du livre *Le Pull-over rouge.*

● *Vendredi 3 novembre (Hautmont) :* à l'initiative du P.S.U., des Amis de la Terre, du M.D.P.L. et d'Azimut (groupe tiers-monde), vient de se constituer sur l'Avesnois, un nouveau comité *Gardons le Larzac.* Une réunion publique se tiendra à 20 h 30 à la salle Kalitz d'Hautmont. Pour tout contact : Larose Christian, 20, place de la Concorde, 59600 Maubeuge.

● *Vendredi 3 novembre (Paris) :* Centre populaire de formation socialiste (cycle historique) à 19 h « La Commune de Paris et sa portée dans l'histoire du mouvement ouvrier français » par Ch. Berger.

● *Mardi 7 novembre (Paris) :* toujours le C.P.F.S. (cycle théorique) à 19 h « Marxisme et nationalité » par Victor Fay. Les séances ont lieu au C.R.E.F.A., 78 A, rue de Sèvres, salle Défense. Pour s'inscrire : C.P.F.S., 9, rue Borromée, 75015 Paris ou sur place au moment des séances au C.R.E.F.A. Un cycle complet : 70 F. Deux cycles : 120 F. Règlement à l'ordre du C.P.F.S., C.C.P. 153 07 39 C Paris.

● *Jeudi 9 novembre (Bordeaux) :* comparution devant le tribunal correctionnel, à 14 h, de huit écologistes (6 femmes et 2 hommes) qui s'étaient emparés le 29 juin 77 du dossier d'enquête publique et du registre ouvert à la population concernant la construction de la centrale nucléaire de Braud Saint-Louis. Toutes les personnes susceptibles de venir témoigner sur le fond doivent s'adresser au Comité Soutien Mouvement écologique Royan Meschers Arvert, 42, boulevard Albert-1er, 17200 Royan. Tél. 05-36-56.

● *Samedi 11 novembre (Lorient) :* le P.S.U.-Bretagne organise une table ronde régionale autour du thème « La Bretagne face au nucléaire », à partir de 16 h à l'Auberge de Jeunesse du Ter. A cette table ronde sont invités des conseillers régionaux de gauche (P.S., P.C.F., U.D.B.), ainsi que les organisations syndicales (U.R.-C.F.D.T., U.R.-C.G.T., C.S.C.V., C.S.F., Paysans-Travailleurs, F.R.S.E.A.), écologiques (C.L.I.N. et C.R.I.N. de Bretagne) et culturelles bretonnes. Nous en reparlerons. ■

humeur

Dis, Monsieur, fais-nous encore le pape...

Comme la plupart des Polonais, j'ai passé une partie de ma matinée de dimanche devant mon poste de télé au lieu d'aller biner mes épinards. Tout cela pour suivre la première représentation de Karol Wojtyla, notre nouvelle coqueluche internationale. Quel talent ce type : après une seule prestation de cette nouvelle étoile, Giscard a l'air d'un troisième couteau de série B auquel un mauvais metteur en scène fait tourner *Andromaque* alors qu'il a l'habitude de faire des silhouettes de maître d'hôtel.

Curd Jurgens et le défunt Gabin sont enfoncés. Le jeune acteur polonais de la fin des années 30 qui massacrait des textes classiques pour une bourgeoisie en sursis, s'est enfin éclaté.

Une vraie bête de scène. Il joue de la ride et de l'œil malicieux avec juste ce qu'il faut de complicité avec le spectateur... et le fameux charme slave fait le reste. Les bonnes sœurs n'ont pas intérêt à traîner dans les couloirs : Karol a fait réparer la télé des appartements pontificaux. Or chacun sait, ou devrait savoir, qu'après minuit les chaînes de télévision italienne passent du porno ou des séquences de strip-tease.

Et, en plus, il parle. Alors que nos chers confrères osent maintenant dire que Jean-Paul 1er était... très simple, c'est-à-dire con comme un balai, sa Sainteté tient conférence de presse et annonce de la fenêtre du Vatican que, tout ça c'est bien joli, mais qu'il est temps d'aller déjeuner. Quelle simplicité !

Quand il explique qu'il va jouer au tennis et faire du ski, le délire journalistique atteint son comble. Ce pape, c'est de la copie facile pour des années, une vraie machine à faire des petites phrases. C'est ce que l'on appelle dans le show-business un auteur-interprète.

Comme tous les auteurs-interprètes il sait ajouter on retirer le mot qui fait mouche, « en faire un peu plus » pour suivre le public qui en redemande, caresser tout le monde dans le bon sens du poil. Démago juste ce qu'il faut et la prunelle câline pour faire comprendre qu'il affole les pingouins rouges ou noirs qui l'accompagnent.

Les journalistes en ont tous mouillé leurs culottes : avec des trémolos dans la voix ils racontent aux foules ébahies que le pape leur a causé et que dans l'émotion de la rencontre il a failli oublier de les bénir, eux et leurs stylos. Encore deux séances de ce style et la plupart des directeurs de journaux vont vendre leurs torchons en prétendant qu'ils guérissent les écrouelles, la vérole et la grippe russe.

La vedette est sur son orbite et entre deux *Pater* et un *Ave*, Karol va perfectionner son jeu de jambes et un port de bras que je trouve encore un peu répétitif. En fait Karol joue encore un peu « en dedans » comme on dit dans les cours dramatiques. Dès qu'il aura vu quelques films avec Mastroianni, il sera parfait et apte à faire aussi bien dans le tragique que dans les rôles de Père noble ou la comédie bourgeoise dont il a donné dimanche un superbe échantillon.

Reste à savoir quelle tête feront les Italiens quand il prendra la succession de Berlinguer.

C.-M. VADROT ■

courrier des lecteurs

SUR UNE LETTRE A E. MAIRE

« **Pas d'accord... Edmond** », c'est le titre d'une tribune libre parue dans **le Matin** du 20 octobre et signée par Marc Prévost, secrétaire régional des syndicats C.F.D.T.-P.T.T. de la région parisienne.

En effet ce que Maire appelle le « **recentrage stratégique** » soulève de très nombreux problèmes à l'intérieur de la confédération. Et cette tribune exprime une grande part de ce que disent beaucoup de syndicats C.F.D.T.

1) Malgré les limites fixées par le conseil national de la C.F.D.T. d'avril 78, le « recentrage » se traduit par un retrait de la C.F.D.T. du champ politique, une politique d'action diversifiée au niveau local, régional, par branches, en excluant le niveau confédéral trop politisant, une valorisation de la négociation.

2) Entre les élections et les congés, gouvernement et patronat ont bénéficié de trois mois de répit en dehors des conflits durs localisés. La défaite électorale, la désunion politique et syndicale et l'accent mis par la C.F.D.T. sur la négociation n'ont permis aucune perspective de lutte importante. A l'exception du secteur Sécurité sociale, le bilan concret des négociations est maigre.

3) Ce « recentrage » C.F.D.T. ne peut conduire les travailleurs que dans une impasse syndicale.

4) Gouvernement et patronat se réjouissent du choix C.F.D.T. et **l'Expansion** de septembre 78 écrit : « **Dès le début de l'année il apparaît clairement que la C.F.D.T. amorce un virage stratégique : après l'avoir vérifié, gouvernement et patronat comprennent qu'ils doivent l'encourager et en tirer parti.** »

5) Devant les conséquences de la restructuration industrielle en cours, il faut présenter aux travailleurs, et plus que jamais, une alternative globale et politique. Il est nécessaire de se battre sur tous les terrains et de créer les conditions de luttes unitaires avec la C.G.T.

6) Enfin, il faut « **poursuivre l'élaboration du projet de société socialiste autogestionnaire afin de dégager le socialisme des scories du stalinisme bureaucratique ou de la social-démocratie.** »

Bien entendu les choix actuels de la C.F.D.T. ne justifient pas le goût souvent prononcé de la C.G.T. pour les grandes grèves de 24 heures « tous ensemble » et le grand silence des lendemains. Mais justement, n'est-ce pas le moment pour la C.F.D.T. de proposer à la C.G.T. des grèves étalées, des grèves par régions, des actions décentralisées mais bien coordonnées au niveau confédéral sans éliminer à priori aucune globalisation.

La voie choisie par les dirigeants confédéraux C.F.DT.. apparaît bien à beaucoup de ses syndicats comme une voie de garage et d'isolement.

Il est peu probable qu'ils acceptent passivement une orientation à laquelle leur combativité habituelle ne les a pas préparés.

A mn avis, la « lettre à Edmond » l'exprime clairement.

Un militant P.S.U.-P.T.T., Région parisienne ■

ET LA PRESSE ?

L'article de Serge Depaquit (**TS** n° 799, « Forum de l'autogestion ») bien qu'intéressant, m'a un peu laissé sur ma faim. Les radios libres et le combat des ondes ont quelque peu éclipsé le problème de la presse libre régionale. Les difficultés de **Sud**, la disparition du **Clampin libéré** qui a eu le courage de dire ses quatre vérités à Furnon : tout un lot de répressions systématiquement à la fois d'ordre fiscale et policier, qu'il faut dénoncer afin que la presse écrite par les associations, comités, locaux, militants de base vive enfin et puisse se faire connaître. De cela, **T.S.** parle peu. Mais que l'on me comprenne bien : il ne s'agit guère de jouer une carte contre l'autre. Il faut que radios libres et journaux libres collaborent et soient entièrement solidaires à tout instant. Pour sa part, **la Gazette du coin** se prépare à parler des radios libres de Massy et Villiers-le-Bâcle (Essonne), qu'elle considère comme essentielles dans la lutte contre le monopole d'Etat.

Simplement, j'invite **T.S.** à développer et rechercher le débat sur **tous** les aspects concernant les rapports autogestion-information-décentralisation.

P. Barnier, directeur de publication de « la Gazette du coin » ■

Tout à fait juste, mais l'article (et le carrefour) était limité aux radios. Un autre carrefour (et cette semaine un article dans **T.S.**) permettront le débat sur les problèmes de la presse parallèle.

S.D. ■

L'ELECTION DE JEAN-PAUL II

L'élection du pape Jean Paul II ne peut pas ne pas avoir une dimension politique. A ce sujet, deux réflexions peuvent être proposées.

La première est qu'un homme, chrétien de souche et membre du clergé ayant vécu en régime socialiste ne peut pas ne pas avoir une certaine perception des problèmes spécifiques du socialisme. Avec des limites immédiatement elles aussi perceptibles : car il s'agit en Pologne d'un socialisme ex-stalinien, marqué par une absence de contrôle populaire et par un style qui reste éloigné du socialisme tel que nous nous le pressentons. Jean Paul II sera sans doute un pape intransigeant sur les principes mais capable de dialoguer avec Gierek ou Brejnev. Mais on risque d'en demeurer au niveau d'un rapport de forces entre appareils !

La seconde réflexion est d'ordre interne à l'Eglise, mais elle a un impact politique. Le cardinal de Cracovie avait langue avec des intellectuels catholiques polonais que je connais et qui sont, tout à la fois, des chrétiens fervents, des Polonais non moins fervents et des gens qui, sans être aucunement marxistes, sont critiques vis-à-vis d'un régime avec lequel pourtant ils coexistent. Il n'est pas certain que le pape Jean Paul II soit à même de saisir que la situation française — ou italienne — par exemple, nécessite un autre type de critique : non seulement vis-à-vis d'un socialisme encore à venir, mais qui a moins de chances d'être autoritaire qu'en Pologne ou à l'Est, mais d'abord vis-à-vis d'une partie de l'Eglise, qui apparaît souvent comme détentrice de la vérité sur un peu toutes choses. En d'autres termes, dans les années qui s'ouvrent, les chrétiens à gauche devront, difficilement, demeurer combatifs, s'expliquer carrément, plaider pour qu'au minimum le pluralisme des options soit respecté dans les faits de la vie de l'Eglise, de leur propre communauté de foi.

Tout cela est normal. On en a vu d'autres ! L'important, pour des chrétiens désireux de choisir l'Evangile de libération c'est, comme le disait le pasteur Bonhoeffer, tué par les nazis, dans ce monde tel qu'il est de « **prier et de combattre pour la justice** ». Tout le reste est littérature.

André LAUDOUZE ■

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐

NOM..... Prénom.....

Adresse.....

Profession .....

Code postal ..... Ville .....

S'abonne pour 1 an ☐ 6 mois ☐ (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint : René Lanarche

● **Où va la France ? :** L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, C. Deslhiat, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan

● **Et pourtant elle tourne :** J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel

● **Les Armes de la critique :** G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Filipandré

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Administration et publicité : 566-45-37

Numéro de la commission paritaire : 37 392
Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :
S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse :
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

sommaire

- **Editorial**
Le droit à la différence
par **J.-M. Demaldent** ..... p. 5
- **Où va la France ?**
Loyers : le vertige
par **M. Louis** ..... p. 6-7
PC : il faut plus d'une ode pour faire le printemps
par **J.-M. Demaldent** ..... p. 8
- **La parole à**
Michel Rolant, secrétaire national de la CFDT : pour une nouvelle pratique syndicale
propos recueillis
par **Y. Sparfel** ..... p. 9-10-11
- **Social**
Le regain des luttes
par **Y. S.** ..... p. 12

- **Ecologie**
Nuage toxique sur la banlieue lyonnaise ..... p. 13
- **Forum de l'autogestion**
La presse parallèle
par **C.-M. Vadrot** ..... p. 14
- **Et pourtant elle tourne**
Proche-Orient : le deuxième round
par **J. Sanchez** ..... p. 15
- **Les armes de la critique**
Anne Sylvestre : une sorcière comme toutes celles qui...
propos recueillis
par **M. Martin** ..... p. 16

EDITORIAL

Le droit à la différence

Par Jean-Marie DEMALDENT

Raymond Barre commence à recevoir les différentes formations politiques représentées au Parlement (1) pour s'entretenir avec elles de plusieurs sujets : l'introduction de la proportionnelle pour les élections municipales des grandes villes ; le contrôle du financement des partis ; la limitation du cumul des mandats. Cette initiative s'inscrit dans la perspective giscardienne de la **« décrispation »** de la vie politique française.

Giscard d'Estaing a précisé récemment le sens de cette politique. Il ne s'agit pas de mieux garantir les libertés et les droits démocratiques de tous, y compris des minorités. Répondant aux questions de Jean-Louis Servan-Schreiber, lors de l'émission **Questionnaire** à Tf 1, le 17 de ce mois, le chef de l'Etat a clairement déterminé son but : rendre la France moins **« fragile politiquement »**. Cela veut dire qu'un changement politique ne devrait plus avoir pour conséquence de modifier le « dessein » que Giscard a défini : s'adapter coûte que coûte à la concurrence et à la division internationale du travail sur le marché mondial, afin d'exporter et de rejoindre le peloton de tête des puissances économiques.

Autant dire que Giscard n'entend pas garantir davantage les droits des forces qui s'assignent pour objectif de rompre avec la société capitaliste et son mode de développement. Pour elles, il n'y a rien à espérer du **« libéralisme avancé »** ; elles ne verront la garantie de leurs droits démocratiques se développer que par la lutte.

Chacun sait que la gauche est divisée. Ceux qui veulent rompre avec le capitalisme et son mode de développement, dans la logique du socialisme autogestionnaire, et tisser de nouveaux rapports avec les pays du tiers-monde anti-impérialistes sont encore minoritaires dans leur pays. Mais il est au moins possible aux forces qui se réclament de la gauche de mener ensemble le combat pour les libertés démocratiques sans accepter l'espace dans lequel le chef de l'Etat veut les enfermer.

Il faut savoir que la liberté des forces minoritaires est de plus en plus menacée. Les partis de gauche doivent cesser de bavarder sur le droit à la différence et lutter davantage pour le garantir face au pouvoir et à l'argent.

Prenons quelques exemples tirés de l'actualité. Un projet de loi a été présenté voici peu au Sénat sur la **« réglementation de la publicité extérieure et des enseignes »**. Il comporte un aspect particulièrement grave : l'interdiction complète de l'**« affichage sauvage »** — y compris politique ou syndical — qu'autorisait la loi de 1881. Seules les forces politiques capables de payer la location de panneaux publicitaires pourront s'exprimer ; ce sont aussi les seules à pouvoir disposer des médias.

Des espaces seront mis à la disposition des organisations politiques, syndicales ou culturelles par les maires. Mais rien ne garantit l'égalité d'accès, et le peu de surface qui sera offert réduira l'affichage des forces minoritaires aux dimensions du timbre poste... La gauche devrait lutter en commun sans plus attendre contre un tel projet de loi ; cette évidence n'a pas frappé tout le monde puisque le groupe socialiste du Sénat ne l'a pas combattu.

Autre exemple inquiétant : la répartition prévue du temps de parole pour la campagne électorale concernant le Parlement européen. Deux heures pour les partis représentés à l'Assemblée et au Sénat, une demi-heure pour l'ensemble des autres forces. Celles-ci risquent de ne disposer que de cinq minutes ou moins encore. C'est d'autant plus inadmissible qu'une campagne minimum, couvrant simplement les frais de la propagande officielle pour ce scrutin, est déjà d'un coût énorme. On ne saurait accepter ce barrage des idées neuves par l'argent, doublé d'une discrimination scandaleuse quant au temps de parole.

Il est de bon ton aujourd'hui de se dire contre l'**« archaïsme »**, et même **« obsédé par l'avenir »**. On ne peut tenir ce langage en réservant la liberté d'expression aux forces traditionnelles, comme si celle-ci était liée à une rente de situation. Le problème du financement des partis est aussi une chose sérieuse. Les partis de la gauche officielle manqueraient à leur profession de foi si, sous ce prétexte, on devait subir des mesures supplémentaires de discrimination au détriment des forces minoritaires déjà les plus durement touchées par les obstacles financiers.

Pour sa part, le P.S.U. est déterminé à engager la bataille avec toutes les forces et mouvements sociaux qui subissent la même injustice sans tenir compte de ses intérêts de boutique ni des divergences politiques. Il s'adressera sans relâche à la gauche traditionnelle pour que soit mené en commun le combat en faveur des libertés démocratiques dans lequel il inscrit le droit à la différence. ■

(1) A l'exception du PCF qui refuse cette « fausse concertation ».

Loyers : le vertige

Liberté des prix ! Le mot est lâché. Sous l'inspiration de Raymond Barre, la libération des prix du loyer intervient progressivement. Du coup, on jette aux orties les régimes de taxation ou de blocage.

On peut d'ores et déjà estimer entre 20 à 25 % l'augmentation du coût du logement dans les grands ensembles : c'est la libération des prix dans le domaine de l'habitat. Ainsi, dans un appartement de type F4 à Sarcelles (Val d'Oise), Catherine et François B. ont vu leur quittance, qui se chiffrait à 986 F 82 en juin 78, passer à 1 194 F 05 en septembre (soit + 21 %). Dans le budget type établi par la C.S.C.V. (Confédération syndicale du cadre de vie), le sous-poste logement, qui est calculé tous les mois, fait apparaître 12,7 % d'augmentation de février à août 1978 (moyenne d'augmentation des loyers en région parisienne). Au-delà des discours, des explications, les chiffres parlent. En septembre 1978, pour une famille se logeant dans un quatre-pièces-cuisine (F4), cela représente une part écrasante du salaire (cf. tableau).

Ainsi les dépenses de logement s'élèvent à 53 % des revenus du smicard, 25 % dans le meilleur des cas. A donner le vertige ! Pourtant, rien là d'étonnant. Dans le domaine du cadre de vie, les travailleurs sont très souvent mal organisés. Si des acquis sont obtenus par la lutte syndicale dans l'entreprise, une part de ces avantages est perdue par les travailleurs en dépenses touchant le cadre de vie en général, et plus spécialement le secteur de l'habitat. Ce qui a pour conséquence d'aggraver la baisse du pouvoir d'achat.

Une situation anarchique

Dans les logements construits antérieurement à 1948 (voir notre encadré) la situation est tellement anarchique que, dans un exemple repris récemment par l'ensemble de la presse, il était fait état du cas suivant : dans le *même* immeuble, le prix d'un *même* appartement varie. Ainsi, un deux pièces conserve un loyer de 850 F par trimestre (loi de 1948) et ses locataires (de longue date) bénéficient du droit de maintien dans les lieux, tandis que, sur le même palier, un logement identique coûte 1 200 F par mois. Mais s'étant trouvé vacant, ce logement a pu être reloué sous le régime créé par la loi du 23 décembre 1964 (bail de six ans à loyer libre), qui prévoit l'établissement d'un bail « de gré à gré ». Le moins que l'on puisse dire, c'est que la situation dans l'habitat n'est pas claire !

Le gouvernement, qui avait fait sortir en 1976 du régime de la taxation les logements de la catégorie II A, très confortables (voir notre encadré), jusque-là soumis à la loi de 1948, envisage maintenant de soumettre à la même procédure ceux de la catégorie II B. De plus, au 1er janvier prochain, les loyers dits « libres » devraient recouvrer la soi-disant « liberté », puisqu'ils avaient été limités par le plan Barre en septembre 1976 à 6,5 % l'an, puis à 85 % de la progression de l'indice du coût de la construction. En poursuivant le démantèlement de la loi de 1948, Raymond Barre continue une politique qu'il avait déjà tracée, alors qu'il n'était alors qu'expert économique du gouvernement sur ces questions.

salaires nets mensuels	Loyers + charges F4	% du salaire
1 900 F	1 000 F	52,6 %
2 500 F	1 000 F	40 %
3 000 F	1 000 F	33,3 %
4 000 F	1 000 F	25 %

Le loyer reste ici évalué à 1 000 F pour simplifier le calcul : chiffre très proche de la réalité du coût de ce type d'appartement dans le secteur H.L.M.

La Grande Borne à Grigny : un loyer qui représente de 25 à 50 % du S.M.I.C.

Mourir propriétaire...

Son rapport prévoyait que logement et loyers allaient tous entrer dans le monde du marché et il envisageait éventuellement un correctif social pour aider ceux qui n'auraient pas les

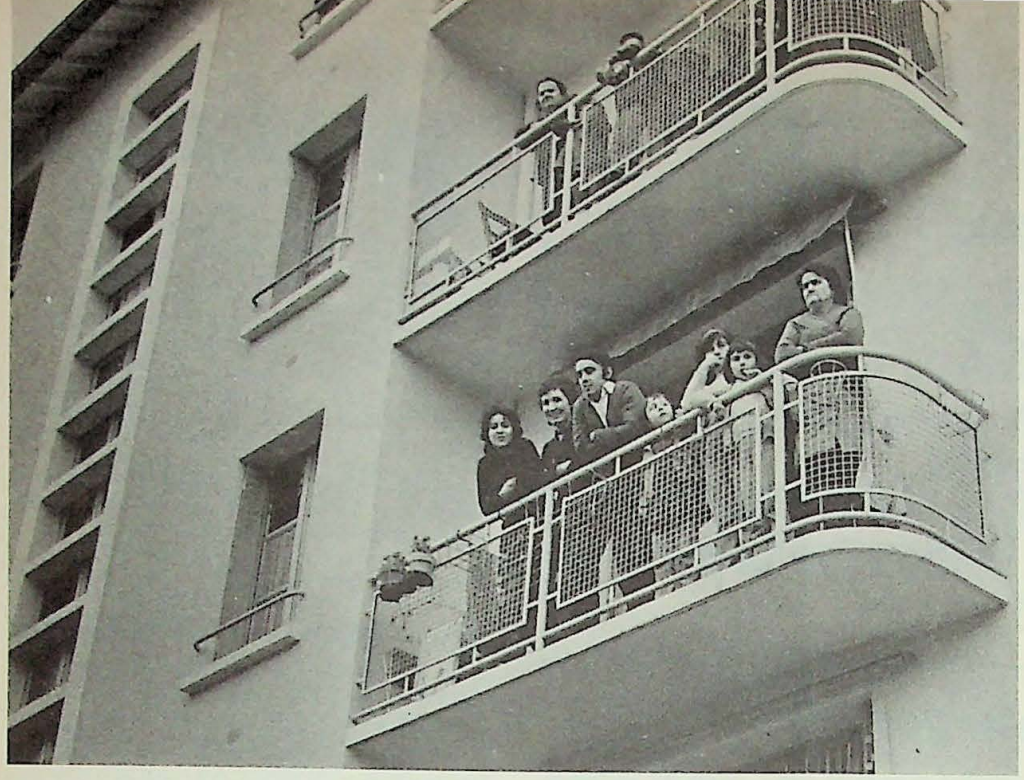
C.S.C.V. : « VIVRE MIEUX, VIVRE AUTREMENT »

Dans le cadre d'une campagne nationale « Vivre mieux, vivre autrement », la Confédération Syndicale du Cadre de vie (C.S.C.V.) — 50 000 adhérents — a décidé de renforcer les luttes sur les prix, les charges et loyers, la taxe d'habitation, la qualité des logements, la création de nouveaux équipements... en englobant les aspects quantitatifs et qualitatifs, idéologiques et politiques.

La C.S.C.V. a décidé de lancer pour janvier prochain, une enquête nationale sur les augmentations des loyers et des charges. Mais, ces revendications économiques demeureraient limitées, si elles ne se conjuguaient avec la conquête de droits nouveaux.

C'est pourquoi la C.S.C.V. se bat pour la reconnaissance du droit d'usage, face au droit de propriété. L'objectif à moyen terme est l'obtention de droits nouveaux, des droits syndicaux comme dans l'entreprise : heures de délégation sur le temps de travail ; indemnisation des pertes de salaires, des frais de déplacement, des frais de garderie ; le bénéfice de la formation permanente pour les femmes au foyer, les chômeurs, les jeunes, les personnes âgées, etc.

C.S.C.V. : 28, bd de Sébastopol, 75004 Paris. Secrétaire national : Marcel Loarec. ■



Les travailleurs chez eux :
bien moins organisés que dans l'entreprise.

moyens de louer ou d'acheter. C'est dans cette ligne politique qu'est née l'aide personnelle au logement (A.P.L.). Aujourd'hui, on encourage les bénéficiaires de l'A.P.L. à acheter plutôt qu'à louer.

Ainsi, l'ambition giscardienne de « *faire de chaque Français un propriétaire* » trouve son débouché politique naturel : vivre pauvre... pour mourir propriétaire ! De plus, l'A.P.L., dans le secteur locatif, accentue encore la ségrégation sociale. L'Union des H.L.M. indique que près de 50 % des personnes vivant en H.L.M. n'aurait pas le droit à toucher l'A.P.L. en raison de leurs ressources. Elle constate qu'on en arrive à cette situation paradoxale où, pour vivre, un ménage doit avoir deux salaires ; plus : dès qu'il touche ce deuxième salaire, il perd les avantages sociaux. Du coup, seules les familles qui disposent de revenus importants peuvent prétendre se loger valablement.

Saborder la loi de 48, libérer les prix des loyers, c'est faire jouer, pour le Premier ministre, le jeu de l'offre et de la demande. Mais un logement n'est pas une simple marchandise. Si l'on peut comparer le prix d'un kilo de raisin et acheter le moins cher à qualité égale, il n'en va pas de même pour un appartement. D'abord, parce qu'il n'existe pas d'observatoire objectif des loyers. On ne connaît pas, avant la location, les hausses effectivement pratiquées. De plus, le locataire n'a pas la possibilité de discuter son contrat. S'il y a désaccord sur le coût, avant d'emménager ou en cours de location, on peut estimer théoriquement qu'un choix peut se porter ailleurs. En réalité, il en va souvent autrement : le locataire signe son contrat par obligation. Sinon cela signifie : déménagement (et à quel prix !), changement d'école pour les enfants, éloignement des lieux de travail, etc. Dans les faits, il faut bien passer par la volonté du propriétaire. Dans le vécu quotidien, on ne voit pas jouer le jeu de l'offre et de la demande. En l'occurrence, la loi du marché, c'est la loi du plus fort.

Comment ,dans ces conditions, mettre en échec la politique gouvernementale ? Un peu partout les travailleurs tentent de réagir. Par exemple à Lormont en Gironde, dans la banlieue de Bordeaux, les locataires, organisés en syndicat C.S.C.V., ont décidé d'organiser une lutte d'autoréduction du prix des loyers et des charges. Toutes les augmentations survenues depuis le 1er juillet ne sont pas payées par les locataires en grève. Ailleurs, c'est la C.N.L. qui, dans un quartier d'Argenteuil (banlieue parisienne) bloque les charges locatives (contre l'office inter-départemental d'H.L.M.) depuis plus de deux ans pour protester contre le coût abusif du chauffage. Plus de 500 locataires en grève. A Champigny enfin (quartier de Bois l'Abbé, dans le Val-de-Marne), massivement les locataires s'oppose aux saisies à la suite de loyers impayés et y parviennent avec succès. Ce ne sont que des exemples. Mais la bataille des loyers a commencé.

Michel LOUIS ■

LA LOI DE 1948

La loi de 1948 définit :

- **une réglementation générale des loyers suivant le système de la surface corrigée (*) et des catégories (1, 2, 3, 4, plus sous-catégories A, B, C) ;**
- **le principe du maintien dans les lieux pour les locataires de bonne foi ;**
- **l'organisation des rapports entre propriétaires et locataires pour la gestion de l'immeuble (en particulier pour les charges locatives) ;**
- **une progression régulière des loyers pour qu'ils parviennent à terme à leur niveau de rentabilité.**

(*) Surface corrigée : la surface réelle est « corrigée » par des coefficients d'éclairement, d'ensoleillement, de vue, d'entretien et de situation de l'immeuble. Sont pris en compte également des mètres carrés d'équivalences superficielles produits par les équipements installés par le propriétaire (ex. : w.-c., eau chaude, chauffage, etc.). Chaque logement est classé dans une catégorie et le prix du mètre carré est fixé chaque année par décret pour chacune de ces catégories. ■

A QUELLE CATEGORIE APPARTIENT VOTRE APPARTEMENT ?

1 A :
1 B : catégories de luxe haut standing ;
2 A : très grands appartements et très confortables ;
2 B : appartements confortables mais plus réduits que 2 A ;
2 C : appartements de 2 à 3 pièces sans salle de bain et sans cabinet de toilette ;
3 A :
3 B : appartements très vétustes ;
3 C : n'existe plus ;
4 : taudis. ■

C.N.L. : SEMAINE D'ACTION EN DECEMBRE

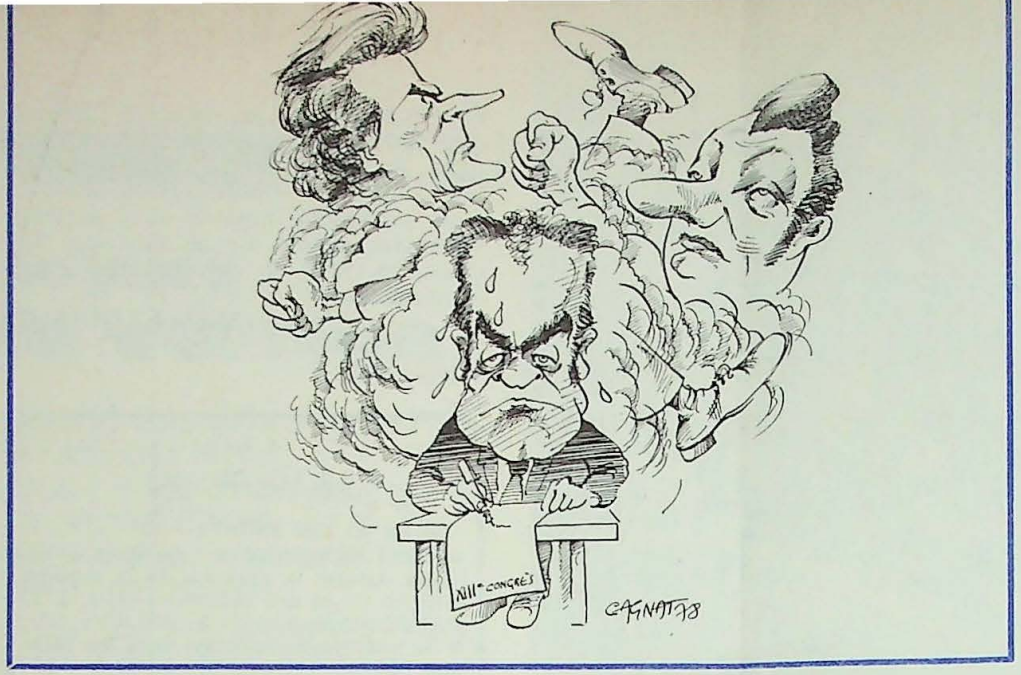
Aujourd'hui la Confédération Nationale du Logement (C.N.L.) représente 350 000 familles adhérentes (soit plus d'un million de personnes) regroupées en 70 fédérations et 4 000 amicales.

Elle organise une semaine nationale d'action du **4 au 9 décembre 1978.** Une pétition nationale, prise en charge par chaque fédération, chaque amicale, exprime l'opposition des locataires, des accédants à la liberté des prix et à la hausse des quittances.

Des refus de paiements, grève des hausses des loyers ou de charges ont eu lieu en 1978 dans près de 80 000 foyers. Décidées démocratiquement en assemblées générales des résidents, certaines de ces actions ont duré plusieurs mois, comme à Argenteuil, ou à Champigny, face à l'Office interdépartemental d'H.L.M. de la région parisienne.

Toutes les actions collectives sont payantes : contrôle des charges, oppositions aux saisies et aux expulsions, pétitions, expositions sur les marchés, manifestations diverses. Elles s'inscrivent dans les luttes générales de la C.N.L. pour la reconnaissance du droit au logement.

C.N.L. : 8, rue Mériel, B.P. 73, 93102 Montreuil Cedex. Secrétaire confédéral : M. Alain Prigent. ■



Parti communiste : il faut plus d'une ode pour faire le printemps

De " la Nouvelle Critique " à " l'Humanité ", un débat feutré sur la social-démocratie et l'URSS.

CES deux dernières semaines ont été riches en publications, prises de position et informations de toute sorte. Elles confirment les hypothèses que nous avions formulées à partir de l'analyse de la dernière session du comité central du P.C.F. (1).

La division de la direction du P.C.F. ne paraît plus faire de doute. Deux thèses au moins s'affrontent.

• **L'une** considère que la « social-démocratie » a rejoint le « camp impérialiste » dont elle est le « recours » en cette période de crise ; elle souligne la cohérence de cette stratégie avec l'élection de Carter aux Etats-Unis. Dès lors, la social-démocratie européenne devient l'ennemi principal, y compris le P.S. français.

• **L'autre** pense que le « virage à droite » du P.S. n'est pas irréversible.

Certaines confidences de Georges Marchais nous avaient fait deviner cette division, qui se confirme. Ces deux analyses sont inconciliables. Le P.C.F. ne pourra maintenir longtemps cette attitude qui consiste à la fois à lutter contre la social-démocratie, considérée comme le « recours » de la droite, et à réaffirmer la ligne d'union du XXII^e Congrès, qui implique la « coopération durable des partis de gauche » ; l' « unité à la base » n'est, dès lors, qu'un subterfuge verbal.

Comme nous le pensions, les contestataires ont repris leurs plumes. Mais le problème a pris des dimensions nouvelles, beaucoup plus gênantes pour la direction du P.C.F. que les tribunes de Jean Elleinstein dans la presse non communiste, qui ont généralement pour effet de marginaliser son auteur. Nous avions émis l'hypothèse selon laquelle Georges Marchais pensait calmer la contestation en encourageant une certaine forme de débat sur l'U.R.S.S.. Ainsi, le Comité central faisait grand cas de l'ouvrage **L'U.R.S.S. et nous.** Mais tout ne s'est pas passé comme prévu. D'abord, ce type d'analyse critique ne satisfait pas tous les contestataires. La démission publique de Guy Konopnicki, ancien secrétaire de l'U.N.E.F. et collaborateur de **France-Nouvelle,** en est le témoignage éclatant.

D'autre part, l'animateur de l'équipe des auteurs de **L'U.R.S.S. et nous,** Francis Cohen, ne joue pas le jeu. Il vient de lancer une véritable bombe : le numéro d'octobre de la **Nouvelle critique,** dont il est le directeur politique. On y trouve un débat sur le pluralisme dans la société et dans le parti, programmé sur plusieurs mois. Arnaud Spire en est le présentateur ; c'est dire que ce débat sent la poudre, quand on sait que ce dernier a été relevé de sa place de directeur commercial des Editions Sociales. Le débat donne la parole à des contestataires connus comme, par exemple, Gérard Molina (co-auteur avec Yves Vargas de **Dialogue à l'intérieur du P.C.F.)** ; il a permis de reposer, dans la presse communiste cette fois, les problèmes des « rapports horizontaux » dans les discussions internes (voir l'article d'Olivier Schartz). Ce débat est présenté très habilement comme le produit d'un « collectif de travail philosophique » créé pour faire face à l'offensive antimarxiste des « nouveaux philosophes ». La forme abstraite et philosophique du débat ne change pas sa nature : c'est une discussion ouverte en dehors de la préparation officielle du XXIII^e Congrès. Autrement dit, elle déborde les propositions officielles les plus avancées présentées dans le livre de Paul Laurent : **Le P.C.F. comme il est.**

FRANCIS Cohen a, de plus, trouvé un moyen de couvrir l'audace de son initiative qui ne manque pas de sel. Il ouvre le numéro par un hommage rendu à la mémoire de Jean Kanapa, où il reproduit une autocritique de ce dernier, concernant les méthodes staliniennes qu'il pratiquait quand il était lui-même directeur de la **Nouvelle critique.** Cette couverture ne fait qu'ajouter un élément de plus à ce qui prend l'allure d'une véritable provocation. Car il n'y a pas que ce débat litigieux dans ce numéro de la **Nouvelle critique.** Il y a aussi un long poème de Jean Ristat intitulé **« Ode pour hâter la venue du printemps ».** On appréciera à sa juste valeur la portée du titre. Or, ce poème ose poser tous les problèmes de la liberté sexuelle et de l'homosexualité. Quelle ironie ! On se souvient que Jean Kanapa avait prononcé, lors du XXII^e Congrès, un discours fameux sur « la morale » qui paraissait réduire à peu de chose les espoirs de ceux qui croyaient l'heure de la déstalinisation sonnée.

Depuis, une agitation fiévreuse secoue l'appareil et **L'Humanité.**

Le 11 octobre, le bureau politique du P.C.F. a condamné le numéro de la **Nouvelle critique.** Mais cette condamnation n'est pas assortie de sanctions ; elle comporte seulement une exigence : le prochain numéro ne doit pas comporter les mêmes « fautes ». C'est un compromis. On en a vu depuis les rebondissements dans **L'Humanité.** On avait pu remarquer la discrétion de **L'Humanité** sur **L'U.R.S.S. et nous,** qui tranchait avec les éloges de Marchais et de Fiterman. La condamnation de la **Nouvelle critique** exigeait un équilibre. Le 18 octobre, dans **L'Humanité,** Etienne Fajon appelait douloureusement le parti à une campagne de vérité, y compris sur sa propre histoire. Certes, cet appel se combinait avec un morceau d'anthologie sur l'histoire de la collaboration du P.S. avec la droite. Le 19 octobre, **L'Humanité** publiait une réhabilitation publique de Paul Nizan. C'est donc l'héritage de Maurice Thorez qui est remis en question. Le 21 octobre, enfin, **L'Humanité** a publié un article de Michel Cardoze donnant toute sa dimension à **L'U.R.S.S. et nous,** qui n'est donc pas enterré.

IL est hasardeux et prématuré de faire des pronostics ; néanmoins, on ne peut pas ne pas remarquer les efforts plus discrets de Georges Séguy. Tranquillement, celui-ci donne à la préparation du congrès de la C.G.T. un caractère démocratique inédit jusque-là. Tranquillement, Georges Séguy joue la fermeté, tout en ne renonçant pas aux propositions unitaires vis-à-vis de la C.F.D.T. Il souligne volontiers le rôle actif de la C.G.T. dans les luttes sociales. S'agirait-il d'un outsider qui réglerait leurs comptes aux différents camps en présence ? Georges Séguy jouerait-il au P.C.F. un rôle comparable à celui qu'on prête à Pierre Mauroy dans les débats au sein de la direction du P.S. ? Ces comparaisons ont un caractère trop spéculatif pour être retenues. D'ailleurs, on ne connaît pas l'échiquier exact des positions au sein de la direction du P.C.F. et personne ne peut affirmer aujourd'hui qu'il pourrait y exister demain un problème de succession.

En tout cas, il apparaît que Georges Séguy, de sa place au sein de la C.G.T., tente de dégager un certain modèle. Manifestement, l'image classique de la « courroie de transmission » dans les rapports partis-syndicats ne correspond pas à la réalité plus complexe des pratiques de Séguy et de Maire.

Jean-Marie DEMALDENT. ■

(1) Cf. **T.S.** n° 798.

la parole à

Michel Rolant,

secrétaire national de la C.F.D.T.
membre de la commission exécutive

Pour une nouvelle pratique syndicale

TRIBUNE SOCIALISTE : Tu as, dans un éditorial de « Syndicalisme-Hebdo » du 31 août dernier, mis en avant l'idée d'une restructuration de l'intervention syndicale pour faire face à la restructuration capitaliste ? Pourquoi ? Et comment ?

Michel ROLANT : Deux grands types de conflits ont jalonné les trois dernières années : l'opposition aux licenciements dans les secteurs les plus touchés par la crise ; l'action sur le pouvoir d'achat, les conditions de travail et les classifications dans les autres secteurs. Malgré les tentatives faites pour coordonner ces deux types de lutte, le passage immédiat à des actions de caractère national et interprofessionnel sans relais préalable, notamment au niveau des branches, n'a pas permis et a même empêché que se développe une action offensive et efficace sur les problèmes posés. Nous ne nous sommes trop souvent attaqués qu'à quelques effets de la crise et de la stratégie patronale. De plus, notre action syndicale s'est laissée « détourner » de ses objectifs au profit de la globalisation et de la politisation de tous les problèmes.

Si l'histoire connaît des périodes d'accélération, elle ne prend pas de raccourci. Il nous faut donc éviter dorénavant de tomber dans le piège des « coordinations » prématurées, purement militantes et faussement unifiantes. Voilà pour l'autocritique de nos actions passées, ce que nous avons appelé « le recentrage » de la C.F.D.T.

Recentrage sur quoi ? Eh bien surtout, recentrage *sur l'offensive.* Il faut *s'attaquer à tous les effets de la crise :* économiques, sociaux, culturels, politiques.

Comment ? Il est grand temps de donner tout son sens à une formule souvent utilisée dans la C.F.D.T. : *pratique de masse et de classe dans la perspective du socialisme autogestionnaire. Ce sont les situations qui sont révolutionnaires et non les discours. Pour rassembler les conditions d'une mobilisation consciente et majoritaire,* autre formule chère à la C.F.D.T., *nous devons réaliser dans l'action la cohérence nécessaire entre la situation concrète des travailleurs, les moyens de la transformer et nos finalités.* Pour y parvenir, je dégagerais six orientations.

Michel Rolant :
« Il faut constituer une mémoire collective. »

Querelles au sein des états-majors politiques... Murmures sur leurs influences à l'intérieur des syndicats. La C.G.T. et la C.F.D.T. préparent leur congrès. La « politique politicienne » va-t-elle prendre le dessus dans chacune des centrales ? Pour la C.F.D.T., Michel Rolant précise ici que le débat est tout autre : il touche essentiellement à la définition d'une stratégie anticapitaliste et d'une nouvelle pratique syndicale qui la mette en œuvre.

Les revendications ne se décrètent pas

Tout d'abord, il faut *débattre* à la base *des problèmes réels* des travailleurs. Ces problèmes sont spécifiques. *Ils ne sont pas perçus spontanément comme communs à tous.* Plusieurs raisons à cela ! La stratégie de division menée par le patronat, la division capitaliste du travail, la diversité de situations qu'elle engendre et les insuffisances de la conscience de classe. Mais il faut y ajouter les faiblesses, les difficultés des syndicats (politiques, économiques, techniques) à mettre en évidence l'oppression capitaliste. Le débat à la base s'impose donc avec les travailleurs. Pour cela, le meilleur moyen sera non pas de réclamer (quoi qu'il faille le faire) mais de *prendre le 1 % des heures travaillées* partout. Le temps de discuter des problèmes réels est indispensable. La complexité du processus de production et des aliénations qu'il engendre est obscure pour beaucoup d'ouvriers et d'employés. Il faut multiplier les occasions de les informer, les habituer à critiquer le système sur les lieux de production.

En second lieu, *l'unification de ce débat* à l'échelle d'un établissement devra aboutir à des décisions d'actions appropriées, liées par conséquent aux conclusions du débat à la base. Rappelons qu'*il faut unifier les revendications et non décréter des revendications unifiantes. Ces actions* souvent spécifiques, mais non catégorielles, *ne se prolongeront que s'il y a des résultats.*

La troisième orientation d'une nouvelle pratique syndicale est celle de *l'élargissement et de l'unification progressive du débat et de l'action.* A tous les niveaux bien sûr ! Local, d'abord, mais aussi à celui des branches et filières, des trusts ou groupes, des régions et des fédérations. Le capitalisme n'est pas une hydre dont il suffit de couper la tête ou une patte pour l'abattre. Il faut comme lui *agir de manière articulée,* partout.

Mais attention ! et c'est la quatrième orientation que je dégagerai, évitons la fausse unification. *Évitons les propositions plaquées sur les réalités,* les fausses solidarités, les « y a qu'a » que pratiquent, en général, l'extrême-gauche, et d'autres ! Proposons des initiatives tenant compte des situations

exactes des salariés. Cela entraîne une organisation démocratique des discussions, la nécessité de fournir à tous les éléments de la connaissance et de l'analyse : où sont les pouvoirs de décisions ? Comment orienter l'action ? Il est utile aussi de mieux prendre en compte d'autres luttes qui ont pu avoir lieu dans une situation analogue. Il faut *constituer une mémoire collective des situations et de l'action, mettre en évidence les problèmes communs*, définir des objectifs concrets et savoir faire, le moment venu, des propositions de luttes communes.

Casser le modèle volontariste des luttes

T.S. : Mais tout ce que tu viens de dire ressemble surtout à un cours de syndicalisme d'école primaire, si j'ose dire...

M.R. : Certes, mais ce n'est pas seulement utile, c'est nécessaire. Nous devons en revenir à une conception de l'action à la base pour *casser le modèle volontariste des luttes syndicales* de ces dernières années, leurs *a priori* politiciens (plus que politiques), leur idéalisme qui les a peu à peu conduites à se détacher du niveau de conscience réel acquis par les travailleurs. Qu'on nous entende bien : ça ne veut pas dire se laisser engluer dans la subordination aux choix patronaux, dans un réformisme de bon voisinage...

Nous devons donc, cinquième orientation, *rechercher l'efficacité*. Etre efficace, l'action syndicale le doit, car *on ne montre la nécessité d'un changement qu'en montrant sa possibilité. L'efficacité réelle aujourd'hui consiste à modifier, changer ou casser les décisions patronales*. Il ne s'agit plus seulement de faire des protestations contre elles et de bâtir l'activité syndicale autour de ce seul objectif, fréquemment minoritaire et voué à l'échec.

Cette cinquième orientation, ainsi définie, en amène une sixième : *riposter à la modification de la composition organique du capital, à l'aggravation du chômage et de l'autoritarisme qu'elle produit*. L'évolution du système d'exploitation, d'aliénation et de domination capitaliste, l'accroissement des inégalités imposent *une inversion des rapports entre syndicat et travailleurs*. Jusqu'ici, beaucoup trop d'éléments venaient d'en haut. Une amélioration du rôle du travailleur (dans l'organisation syndicale) constitue un premier pas en avant pour lui rendre le pouvoir dans le syndicat (la section) et lui permettre de participer, effectivement et concrètement, à la conquête du pouvoir dans l'entreprise et la société.

Cet aspect est au centre du débat stratégique qui a lieu à l'heure actuelle, tant chez nous que dans d'autres organisations. Le nier, l'oblitérer, le faire dévier serait grave s'il l'on veut vraiment mettre fin aux divisions politiques, sociales et professionnelles qui ont surgi chez les travailleurs. Je crois

C.F.D.T. : un recentrage sur l'offensive.

que dans son fonctionnement, sa composition, un syndicalisme comme celui de la C.F.D.T. pourra être capable de répondre à ces nécessités.

T.S. : Tu évoquais, dans le même éditorial, l'existence dans le mouvement syndical d'une « idéologie anticapitaliste généreuse, mais sommaire ». Que visais-tu ? Que voudrait dire pour toi une autre forme d'anticapitalisme ?

M.R. : La C.F.D.T. est le confluent de plusieurs cultures politiques et syndicales : l'anarcho-syndicalisme, le socialisme sous toutes ses formes et le christianisme social. Elles se sont reconnues à travers l'histoire ouvrière les mêmes objectifs anticapitalistes. Pourtant, le projet anticapitaliste et autogestionnaire de la C.F.D.T. se heurte à d'importants obstacles. Ceux que dressent certains courants qui tentent, chacun avec leurs méthodes, d'aligner les syndicats. Ainsi, les tenants de la stratégie bolchévique veulent subordonner l'action syndicale aux plans et projets d'une « minorité inspirée ». D'autre part, les partisans d'un réformisme subordonné au système capitaliste et à son mode de développement veulent nous entraîner dans un syndicalisme cogestionnaire.

L'hégémonie de la droite se renforce

Mais il y a aussi l'habileté de *la droite* (sur les plans politique et idéologique), *qui met en place une stratégie d'intégration, de récupération et de répression. Le double discours qu'elle utilise aujourd'hui se nourrit de nos propres insuffisances*, en particulier du caractère simplificateur des analyses économiques et de classe du mouvement ouvrier. Ces insuffisances (par exemple sur les causes de la crise), chaque organisation s'en saisit ; mais elle se saisit d'abord des insuffisances des autres. Chacune continue ainsi à justifier ses propres déviations, même quand elles se heurtent aux réalités. S'ajoute à cela une fuite dans une réduction dogmatique du marxisme, en faisant d'un moment de la pensée scientifique son fondement. Cette « pétrification » aide à déformer la réalité pour ne pas avoir à l'affronter réellement.

Un autre obstacle à un anticapitalisme actif réside dans la centralisation jacobine de la société française. On la retrouve dans les institutions, les partis et les syndicats. Elle a pénétré le fonctionnement des organisations de telle façon qu'il est fréquent d'entendre de nombreux oppositionnels dire « y a qu'à changer la direction », réduisant ainsi toute démocratie à des jeux stériles d'appareils.

L'hégémonie culturelle, intellectuelle et morale, c'est-à-dire idéologique, *de la droite se maintient et se renforce, grâce à un système de valeurs :* productivisme, concurrence, compétition, hiérarchie, individualisme, apologie de l'inégalité... Ces valeurs bénéficient, avec le renfort des médias, d'une propagande de plus en plus intense et sont subitement imposées dans toute la société.

La mauvaise qualité des rapports entre intellectuels, scientifiques et mouvement ouvrier ne facilite pas une résistance active à cette emprise

de la droite. Au contraire, la division du travail, l'accélération des processus de déqualification/surqualification tendent à en renforcer l'influence.

Ces obstacles nombreux, difficiles à surmonter, exigent une lucidité qui ne peut se contenter au plan syndical, d'une réponse aussi inadaptée que le fut le programme commun de gouvernement. Faute d'avoir bien vu ces obstacles, de nous être interrogés sur les chances et la nature d'une nouvelle alliance de classes, nous avons souvent fait de l'anticapitalisme sommaire.

Un véritable anticapitalisme, c'est celui qui entrave, modifie, bloque les décisions du capital et qui se montre ensuite capable d'imposer à l'Etat et aux patrons d'autres solutions. Il ne considère pas l'histoire comme une mécanique indifférenciée, mais comme un processus complexe. Il ne se traduit pas dans les discours, mais dans la recherche d'une plus grande efficacité, donc dans une meilleure détermination du rapport de forces nécessaires.

Par exemple, il doit être capable d'abord de faire baisser les cadences, puis de supprimer le salaire au rendement pour parvenir à imposer, ensuite, une autre organisation du travail, d'autres investissements, d'autres productions, socialement utiles, donc des créations d'emplois dans l'usine. Dans le même mouvement, il est capable de mener une lutte organisée contre le tout nucléaire, pour une autre école, d'autres échanges internationaux, le boycott des produits dangereux ; pour une autre information et contre la désertification des campagnes.

Cet anticapitalisme ne peut se réduire à un programme de transformation d'ordre gouvernemental. Il peut et *doit constituer une plate-forme d'objectifs des luttes à venir.* Il n'a rien à voir avec la coalition sans principe, fragile et temporaire de l'alliance contre les seuls monopoles ou contre quelques dirigeants. Les travailleurs des P.M.E. sont autant, sinon plus, soumis à la logique capitaliste que ceux des grands groupes. *Les structures du système se caractérisent par leur homogénéité et leur articulation. Elles reposent sur des rapports de pouvoirs sociaux, économiques, cuturels et politiques. Il faut donc les attaquer de partout.*

Cet anticapitalisme implique que chaque travailleur soit l'acteur volontaire, le protagoniste conscient et solidaire des transformations. Il cherche à exploiter toutes les contradictions du système. Certes, *des alliances* seront toujours nécessaires mais nous les ferons *sur la base de méthodes et d'objectifs clairs :* l'efficacité et le niveau de conscience ne peuvent qu'y gagner.

Aller au plus près des solidarités concrètes

En un mot, *nous ne proclamons pas la révolution, mais nous nous attachons à mettre le plus grand nombre de travailleurs en mesure de la faire.*

Un anticapitalisme ainsi défini, s'il anime les luttes, irriguera la pensée et le comportement des partis qui prétendent représenter la classe ouvrière. Il changera leurs pratiques, leur fonctionnement et leurs formes d'organisation. Il contribuera à rassembler de nouvelles conditions pour l'unité et la victoire. Il permettra de surmonter l'opposition du P.C.F. à une véritable pratique unitaire.

T.S. : Tu viens de définir les bases d'un autre anticapitalisme et d'une autre pratique. Mais l'action quotidienne contre les mécanismes complexes de la restructuration capitaliste suppose un degré de combativité, de conscience élevée. Elles supposent aussi une adaptation des structures syndicales. Qu'en pensestu ?

M.R. : Dans les organisations confédérées, un double mouvement demeure nécessaire.

En premier lieu, il faut donner tout leur sens aux stratégies fédérales. Les regroupements d'industrie ou d'activité, sont les instruments principaux de la bataille contre les restructurations, car ils affrontent directement le pouvoir patronal. Mais ils doivent se démultiplier pour une élaboration collective du syndicat et sections concernées par « inters » (de groupes ou trusts), par branches professionnelles et filières de production, par régions et par grandes catégories sociales et professionnelles (O.S., jeunes, femmes, immigrés, cadres). *Il faut aller au plus près des solidarités concrètes pour répondre à l'offensive multiforme du patronat.*

En second lieu, *il faut que les structures horizontales* (locales, départementales, régionales, nationales et internationales) *ne se limitent pas au rôle de simples relais, de suppléance ou de déconcentration, des fédérations ou de la confédération.* En devenant *de véritables centres de coordination de l'action interprofessionnelle,* elles doivent permettre une confrontation, une unification et un élargissement des actions sur l'emploi, le logement, l'urbanisme, la santé et le mode de développement. Cela suppose une élaboration politique commune. Elles doivent donc reposer sur des syndicats et non sur des militants isolés (comme c'est trop souvent le cas).

Haut niveau d'information pour combattre les restructurations capitalistes ? Oui... le rôle de l'information est essentiel. *Il s'agit précisément de réunir cette information.* Les collectifs de travailleurs en disposent plus souvent qu'on ne le croit. Mais elle est dans bien des cas mal utilisée par les syndicats, peu retransmise à l'ensemble des adhérents et des travailleurs. Les militants trop fréquemment jouent un rôle de filtre, car ils vont au plus facile, au plus habituel, au plus unitaire. Les tracts finissent par ressasser les mêmes phrases, ce qui n'est pas forcément mobilisateur. De plus, l'isolement catégoriel ou corporatif, régional peuvent s'ajouter à cette rétention de l'information. Là encore, nous avons de mauvaises habitudes à vaincre.

Le socialisme autogestionnaire : seule issue à la crise

T.S. : Tu redéfinis les conditions d'une autre pratique d'action, plus proche de la base, mais plus globalement votre politique actuelle ne rejoint-elle pas tout une série de discours sur la gestion douce de la crise, sur la nécessité en somme d'accepter les contraintes de la logique capitaliste en elle-même ?

M.R. : Pas de « terrorisme verbal » ou idéologique...

Il faut évacuer aujourd'hui plusieurs illusions ou déviations possibles : celle du putschisme (une minorité prend le pouvoir et « fait » la révolution à la place des autres... on a vu ce que ça a donné !) ; celle de la social-démocratie qui assujettit les syndicats à un compromis gestionnaire de l'austérité et des intérêts capitalistes ; celle de la technocratie qui penserait, du haut d'un état qui aurait « miraculeusement » changé de nature, parce que ses dirigeants auraient été changés, les transformations utiles pour le peuple, et, enfin, celle de la résignation sous toutes ses variantes.

Il est clair que la crise existe. On ne peut nier la gravité de la situation ni sa dimension internationale. Elle est gérée par la droite et les capitalistes sur le plan économique et politique. Oubliant les leçons de mars 78 (ou la gauche représentait la moitié du pays), l'équipe au pouvoir a l'ambition d'imposer le redéploiement à la classe ouvrière, de lui faire supporter le poids de la crise.

Notre objectif est de combattre cette gestion capitaliste, notamment celle de Barre, au niveau national, international et européen. *Une sortie capitaliste de la crise ne peut être exclue avec une classe ouvrière à genoux, si la mobilisation sociale ne se développe pas.* Voilà pourquoi le débat et la réflexion sur la pratique d'action sont essentiels. Une autre issue, dans l'intérêt des travailleurs, ne se construira pas sans résultats concrets, ni sans perspectives de changements réels. Nous demeurons convaincus que le socialisme autogestionnaire est la seule issue à la crise, car il rompt avec le modèle productiviste, il apporte une réponse aux besoins populaires, il inverse les rapports d'autorité et les rôles sociaux actuels, il développe la production et les emplois utiles, il élargit les libertés. Son moteur demeure la lutte sociale. Une victoire politique ne serait qu'un moment d'un long processus de transformation de la société, assorti de nouveaux rapports internationaux, avec les pays européens et ceux du tiers monde.

Propos recueilis par Yves SPARFEL ■

social

Le regain des luttes

Si septembre était "le temps des incertitudes", aujourd'hui le front social s'anime...

En cette fin d'octobre, ce sont d'abord les travailleurs du secteur public et nationalisé qui mènent l'offensive contre la politique gouvernementale.

Après les cheminots dont la grève (unitaire) paralysa le trafic ferroviaire pendant plusieurs jours, les agents des P.T.T. généralisent leur action cette semaine. Ils prolongent ainsi de nombreux mouvements de « ras le bol » qui s'étaient manifestés, dans certains centres de tri (Paris-Brune, Pontoise, Rennes...) contre l'automatisation et, dans certains bureaux de poste, contre l'insécurité. Deux nouvelles agressions de facteurs dans Paris viennent confirmer une inquiétude tout à fait tangible.

La toile de fond des grèves de cette semaine demeure le manque d'effectifs; le budget des P.T.T. confirme l'absence de moyens mis à la disposition de ce service public pour améliorer la distribution et l'acheminement du courrier. Toutes les catégories de travailleurs des P.T.T. en subissent les effets, surtout dans leurs conditions de travail. Elles débrayent donc à tour de rôle à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. : le 24, les services financiers et les receveurs-distributeurs ; le 25, les travailleurs des centres de tri et ambulants ; le 26, les agents des guichets et techniciens des télécoms. La semaine d'action devait culminer le 25, car ce jour-là, F.O. et les autonomes appelaient à une grève générale. Les rues de Paris devaient ce mercredi déborder de manifestants : aux jeunes des centres de tri, en révolte contre un travail absurde et déqualifié, devaient s'adjoindre les lycées dont le mouvement a fait tache d'huile depuis quinze jours et qui entendaient, eux aussi, protester contre les manques d'effectifs (de profs) et l'avenir de chômeur, ou de main-d'œuvre corvéable à merci, que leur réserve le système d'enseignement actuel.

Ouvriers de la navale et marins

Cette rumeur de « ras le bol », cette résistance, se manifeste aussi ailleurs puisqu'après la montée des ouvriers de l'industrie navale (5 000 à Paris vendredi dernier), venus de Marseille, La Ciotat, Bordeaux, Nantes, Le Havre, Dunkerque, les marins seront en grève générale illimitée à l'appel de la C.G.T. Ils poursuivent ainsi, en la durcissant, la guerre qu'ils ont déclenchée contre l'embarquement de marins du tiers monde, sous-payés et durement exploités, à bord de navires français. Cette défense du statut par les 28 000 marins français (à laquelle se joindra la C.F.D.T.) n'est pas seulement corporative. Elle démontre la nécessité de relever le défi lancé par le patronat consistant à briser tous les avantages acquis par le personnel navigant, à diminuer le coût de la main-d'œuvre, à diviser la classe ouvrière.

Autre menace sur les effectifs, autre riposte : celle des agents de la R.A.T.P. Comme les cheminots, ils constatent que le plan Guillaumat sur les transports publics, vise à dégraisser les effectifs. Le moyen : l'abandon de certains investissements. Ainsi 1 100 ouvriers du département « travaux neufs » sont menacés par la suspension des lignes pour Villejuif et Bobigny. Des grèves dans des services des travaux marqueront le refus de cette politique.

Toujours dans le secteur parapublic, après la grève des éboueurs de Paris, les employés municipaux sont appelés à deux journées d'action lundi et mardi par la C.G.T. et la C.F.D.T. Objectifs : de véritables négociations avec l'association des maires de France. Les raisons de mécontement ont atteint leur paroxysme, qu'il s'agisse de dégraissage d'effectifs, de non-respect d'accords signés à la suite de grèves (comme c'est le cas pour les éboueurs) ou de blocage des salaires.

Vendredi, dans les rues de Paris : 5 000 ouvriers de la Navale.

Dans le secteur privé

D'autres signes du renouveau des luttes sociales apparaissent dans le secteur privé. Ainsi dans la sidérurgie, malgré les difficultés rencontrées par la mobilisation régionale de la semaine dernière, des grèves-bouchons ont lieu, à Rombas en particulier. Une semaine d'action dans le secteur du bois accompagnera les grèves qui se déroulent dans la construction et le bâtiment à l'appel des fédérations C.G.T. et C.F.D.T. Des occupations d'usines liquidées se poursuivent : Lacq-Services, Fillod à Saint-Amour dans l'Isère, etc. Des grèves tournantes dans les mines de potasse d'Alsace pour une revalorisation de la prime de chauffage sont très suivies. A Marseille, pour d'autres conditions de travail et contre des réductions de salaires imposées à l'occasion d'une réorganisation des horaires, une partie du personnel du centre de thalassothérapie « Le Grand Large » débrayent depuis un mois.

Par la diversité des objectifs, mais aussi par des actions coordonnées par les fédérations syndicales, le regain social se précise. C'est le moment choisi par la direction de la C.F.D.T. pour aller discuter avec Barre. Cette attitude, présentée comme positive par les médias, suscite bien des remous dans la C.F.D.T. Des organisations l'estiment prématurée par rapport à la mobilisation qui renaît et aux résultats qu'on peut en espérer.

Edmond Maire rétorque qu'il s'agit là d'un négativisme de mauvais aloi. Cette réponse, surtout idéologique, prend les devants par rapport à une réflexion dans laquelle veut s'engager la C.F.D.T. dans son ensemble : comment créer de nouveaux rapports de force ? Dans quels lieux ? Par quelle pratique syndicale à la base ? Elle présuppose en tout cas que la pression sociale actuelle est apte à une négociation au sommet. A voir.

Y. S. ■

(drogues dures chez les vaches)

Nuage toxique sur la banlieue lyonnaise

Fuite d'acroléïne à Péchiney-Ugine-Kuhlman. Ce n'est pas la première fois. Au nom de la sécurité de l'emploi, faut-il accepter les productions dangereuses?

C'est un véritable scénario de science-fiction qui s'est déroulé le 12 octobre dans la banlieue lyonnaise, à Oullins, pour les habitants du quartier de la Saulaie : nuage funeste, onze personnes hospitalisées, enfants intoxiqués, évanouissements dans la rue... Mais la fiction s'arrête là. La réalité, elle, se résume à un seul mot : l'acroléine.

L'acroléine, c'est un produit chimique que l'on obtient de la transformation du propylène sur catalyseur à haute température. Elle sert d'élément de base dans la fabrication de la **méthyonine** qui entre dans l'élaboration des aliments pour le bétail. Ce produit liquide bout à 50° et les gaz en sont extrêmement toxiques et suffocants, voire mortels en cas de concentration trop importante. De surcroît, c'est un produit très volatil. Péchiney-Ugine-Kuhlman, soit P.C.U.K. en fabrique à Pierre-Bénite, près de Lyon, 80 tonnes par jour.

Ce qu'il importe de savoir, c'est que la **méthyonine,** qui est fabriquée au Péage-de-Roussillon (Drôme) à partir de l'acroléine, est adjointe à la farine de soja pour fabriquer les produits alimentaires que mange notre bétail : elle a la propriété de le rendre énorme, donc plus rentable.

Or, les Etats-Unis possèdent des stocks importants de farine de soja à écouler, d'où l'accord avec P.C.U.K. qui ne possède en France qu'une seule unité de production, celle de Pierre-Bénite.

Une série de bavures...

Ce qui s'est passé il y a quinze jours, c'est d'abord la conclusion d'une longue série d'**incidents,** comme dit pudiquement la direction lyonnaise de P.C.U.K. Camille Vallin, sénateur-maire (P.C.) de Givors et président de l'Association de lutte contre les pollutions de la vallée du Rhône, dresse la liste des **bavures** survenues ces dernières années à l'usine P.C.U.K. : en 1972, plusieurs dizaines de poissons morts en amont du barrage de Pierre-Bénite ; le 11 juillet 1976, à la suite d'un déversement accidentel dans le Rhône, l'acroléine tue des centaines de poissons et l'on évite de justesse des accidents plus graves ; le 29 mars 1977, dégagement de vapeur acide entraînant des dégradations sur les voitures situées à proximité ; le 10 juin et le 19 juin 1977, dégagement de gaz et d'acroléine ; le 19 décembre 1977, explosion à l'unité d'acroléine, où l'on frôle la catastrophe (l'affaire est étouffée) ; le 19 mars 1978, dégagement d'un nuage de chaux éteinte incommodant trois enfants ; le 12 juillet 1978, importante fuite d'acroléine et, enfin, le 12 octobre 1978, la fuite la plus forte.

L'accident le plus récent a eu lieu, selon la direction de P.C.U.K., **« à l'atelier d'acroléine de l'usine qui était en procédure de redémarrage, libérant une petite quantité de produit ».** En fait, la commission d'enquête qui a examiné l'atelier a précisé qu'un niveau de la chaîne de fabrication venant justement d'être révisé a lâché après plusieurs alertes...

Interdiction ou pas ?

Dans un premier temps, le préfet de région a interdit la production d'acroléine : les journaux en ont fait leurs titres, dès le lendemain. Et puis, coup de théâtre, il revient, le surlendemain de l'accident, sur sa lettre adressée au maire d'Oullins, en précisant que **« cette interdiction concerne bien la mise en route d'une nouvelle fabrication et non pas la production d'acroléine actuellement en cours ».** La production continue donc, mais pas pour longtemps puisque, le 17 octobre, la production est stoppée par un incident électrique. Elle est interrompue alors jusqu'à ce que les conclusions de l'enquête du Service des mines soient déposées. Ce qui laisse un bref sursis de dix jours aux habitants du secteur.

Pourquoi ce revirement préfectoral ? Il semble que l'on se soit fourvoyé en pensant que P.C.U.K. se laisserait dompter sans réagir. P.C.U.K., c'est 40 milliards de francs de bénéfices par an (le 6e rang national) pour un chiffre d'affaires de 230 milliards de francs, et c'est aussi l'une des plus importantes multinationales européennes. Depuis des années, le groupe viole la réglementation sur la pollution atmosphérique, sans que les pouvoirs publics interviennent...

Le débat est ouvert

Les réactions ne se sont pas faites attendre. Côté syndical, il est clair que le fond du débat reste encore à poser. La C.G.T. estime **« qu'il ne s'agit pas d'un choix d'implantation mais d'un problème de sécurité à développer au maximum ».** La C.F.D.T.-Chimie, pour sa part, pose le problème de **« l'existence de cette fabrication en zone urbaine ainsi que celui du transport et d stockage de l'acroléine ».**

Les habitants et les élus (de gauche) du quartier se sont mobilisés pour **« refuser le chantage à l'emploi de P.C.U.K. et des pouvoirs publics ».** P.C., P.S., P.S.U., C.F.D.T., C.G.T., S.N.I., F.P.C.E. Cornec, les associations de quartier et du cadre de vie ont formulé rapidement les revendications suivantes : installation d'une antenne médicale gratuite à La Saulaie ; accroissement des moyens du comité d'hygiène et de sécurité de l'usine ; indemnisation par P.C.U.K. des familles ayant payé des actes médicaux ; mise en place d'un plan rapide et efficace de protection des populations avoisinantes ; application de la réglementation concernant la pollution atmosphérique.

Le P.S.U. et la municipalité P.S. d'Oullins ont demandé au préfet l'interdiction de la production dans ces conditions. Quant au Mouvement écologique Rhône-Alpes, il demande **« l'arrêt définitif de la fabrication de l'acroléine, produit inutile et nocif ».**

Mardi 17 octobre, une manifestation réunissant la plupart des organisations regroupait, sous la pluie, à Oullins, plus d'un millier de personnes jusqu'aux portes de P.C.U.K., où une délégation était reçue. La direction fit les éternelles promesses de sécurité, les mêmes depuis six ans (voir **T.S.** de la semaine dernière).

Le débat, lui, demeure : faut-il oui ou non fermer l'atelier de production ? Au nom de la sécurité de l'emploi (mais pas des travailleurs), peut-on mettre de côté la vie des enfants et des habitants du quartier ? Et peut-on oublier que l'acroléine, en tant que telle, est nocive, bien qu'elle serve à engraisser chimiquement le bétail ?

P.C.U.K. peut payer, il en a les moyens. Mais qui peut concevoir une sécurité absolue pour un produit dont la fabrication intéresse surtout les Etats-Unis et dont les travailleurs autant que les riverains pâtissent ?

La fermeture n'est pas la solution, dit la C.G.T. Alors quelle est-elle ? La reconversion globale d'une industrie chimique dangereuse n'est pas le moindre problème soulevé par cette nouvelle fuite d'acroléine à Péchiney-Ugine-Kuhlmann.

Pour l'instant, la direction de P.C.U.K. a trouvé une solution au problème de la fuite : celle de mettre à pied le contremaître, chef de poste de l'atelier d'acroléine. Il fallait y penser. P.C.U.K. y a pensé. On le voit, la direction voudrait s'en sortir à bon compte. Les syndicats, estimant cette attitude parfaitement injurieuse et hypocrite, ont lancé un mot d'ordre de grève. Depuis le jeudi 19 octobre, c'est 1 500 ouvriers et cadres de chez P.C.U.K. qui sont en arrêt illimité pour réclamer la réintégration du contremaître licencié. ■

forum de l'autogestion

Information et autogestion
La presse parallèle

Poitiers : 18 - 19 novembre
CONVERGENCE AUTOGESTIONNAIRE

Les 18 et 19 novembre se tiendra à Poitiers la convergence autogestionnaire, lieu ouvert d'un débat pour tous ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur le sens d'une démarche autogestionnaire. Les thèmes de discussions seront nombreux. « Tribune socialiste » continue dans ce numéro la publication d'une série de contributions sur quelques-uns des sujets précis qui seront abordés dans les différents carrefours. ■

Née des prolongements de mai 68, la presse parallèle que l'on a longtemps qualifiée d'underground avant qu'elle se spécialise surtout dans la contre-information, connaît déjà ses défunts glorieux. **Klapperstei 68,** le **Clampin Libéré, La Criée, Fausse Commune,** le **Journal des Transparents, Anti-Intox,** la **Cote d'Alerte,** le **Parapluie,** etc. ne sont plus que des souvenirs. Certains étaient pourtant montés très haut dans la qualité et la crédibilité avant de disparaître. En fait, très souvent, ils ont disparu au moment où ils tentaient de « s'installer », voire de rétribuer, même modestement, un ou deux permanents. D'autres se sont évanouis, plus simplement, au moment où la vie séparait l'équipe d'animation. Rares ont été les titres « à prendre » qui ont été repris.

Ces destins différents posent parfaitement les problèmes rencontrés par la presse parallèle, par ce que l'on a appelé « la nouvelle presse » et que je préfère désormais nommer « la presse de contre-information » ; car elle a changé. Les bandes dessinées qui constituaient souvent une part importante de leurs « messages » sont en nette régression et la préoccupation écologique ou environnementaliste qui n'était présente que dans quelques titres a maintenant envahi ses colonnes.

Il est probable que, par rapport à 1975, époque à laquelle j'avais fait un point minutieux de cette presse, le nombre des titres est en augmentation, la tendance étant à la réduction de la « surface » géographique couverte par un seul journal. C'est du moins ce que fait apparaître la diversité des titres reçus depuis le début de 1978.

Mon objectif n'est pas de décrire ce qu'est devenue la presse de contre-information mais d'essayer de voir si elle sert à quelque chose, si elle est lue, si elle vaut la peine que quelques militants se donnent pour la faire paraître, si elle peut être un outil de lutte et de communication...

Avant de suggérer quelques hypothèses contradictoires il faut aborder le premier problème : le mal dont sont morts, par exemple, **La Criée, Klapperstei 68** et **Le Clampin Libéré.** A partir d'un certain niveau de succès et de crédibilité, de tels journaux se posent la question de la rentabilité, de l'existence matérielle de ceux qui les font vivre, de la vérification de l'information et donc du professionalisme. C'est la pente fatale. Fatale parce qu'inéluctable et fatale parce qu'aucun de ces journaux n'y a résisté.

A contrario, il faut le rappeler, une seule expérience de journalistes professionnels essayant de lancer régionalement ou localement un journal différent a pour l'instant réussi alors qu'il y a eu une douzaine de tentatives au cours des trois dernières années. Cette seule réussite précaire, c'est **Sud.**

Autre difficulté : on remarque que beaucoup de journaux ont disparu au moment même où une partie de leur petite équipe s'en allait ou simplement quand l'animateur se retirait. Ce qui montre une terrible fragilité, ce qui rappelle que ces journaux sont assez rarement — ou ont rarement été —, des expériences appuyés sur un mouvement collectif.

Cela amène à la première interrogation. Qui lit ces journaux en dehors des militants convaincus ? Possèdent-ils — dans leur état —, un public qui ne soit pas déjà informé ? Ce public ne s'est-il pas singulièrement rétréci au cours des deux ou trois dernières années ? Pour un **Clinton** qui dans la région d'Alès touche réellement un public à la fois populaire et diversifié, combien d'opuscules encore plus confidentiels que ne le laisse supposer leur diffusion ?

La forme et les rubriques du **Clinton** qui plagie — efficacement —, le découpage d'une page locale d'un quotidien ou d'un hebdo régional rappelle une réalité à laquelle il est probablement périlleux de vouloir échapper : si l'on veut toucher un public nouveau, un public drogué par la presse traditionnelle, il faut probablement éviter de heurter les habitudes de lecture, les habitudes de confort visuel. Cela, d'ailleurs, **Klapperstei** l'avait fort bien compris et c'est en partie pour cela qu'il a atteint pendant plus d'un an une diffusion de plusieurs milliers d'exemplaires.

Ce qui revient à dire qu'au nom de l'efficacité il faudrait condamner le journal ronéoté, les mises en pages « chamboulées », les trucs composés et tirés à la va-vite. Pour le lecteur à apprivoiser, « l'artisanat » n'est pas un bon argument. Pas plus que le « n'importe quoi » : nous ne militons pas dans une société idéale mais face à des moyens d'information léchés et ne demandant pas un effort de lecture. Quand on l'ignore, on va directement à la poubelle.

On pourra dire que c'est là argument de journaliste professionnel. Cela pèse probablement dans mon jugement mais c'est évacuer un peu vite la question. D'autant plus que je suis persuadé depuis longtemps que les journalistes professionnels sont les premiers à avoir besoin d'une contre-presse qui ne réagit pas comme eux, qui se fait et se distribue selon d'autres critères. Une presse qui nous ramène à un certain sens des réalités.

Mais le problème ce n'est pas le journaliste, mais le lecteur...

Les militants du Front autogestionnaire, quel que soit le secteur dans lequel ils sont engagés, se doivent d'envisager tous ces aspects de la communication qui est nécessaire à toute lutte prolongée. La presse de contre-information peut et doit être un outil formidable mais elle ne doit pas reposer sur des illusions confortables ; et elle doit devenir une arme collective.

Le Front autogestionnaire pourrait peut-être, à condition de ne pas ignorer les obstacles, ré-inventer une partie de cette presse. Lui donner une unité — rien à voir avec uniformité —, la doter d'un réseau de liaisons qui l'aide à vivre. Un vieux rêve dix fois formulé mais jamais réalisé. Ce ne serait pas centraliser que de tisser les mailles d'un véritable filet de contre-information, que de résoudre collectivement les problèmes techniques de nombreux journaux locaux ou régionaux qui s'éviteraient enfin les mêmes tâtonnements coûteux en moyens et... en lecteurs.

Avant de se lancer dans la radio il est peut-être important de tenter de résoudre cette épineuse question de la contre-information écrite. Surtout dans les provinces dominées par un seul journal ou un seul groupe de presse. Pour cela il faudrait étudier une par une toutes les difficultés, et quelques autres, évoquées dans ce bref survol.

Mais il faut le faire à fond, sans rien négliger, sans croire au Père Noël, sans sous-estimer la moindre des forces actives ou passives qui limitent pour l'instant la diffusion et l'audience de la presse de contre-information.

Et cela en ayant à l'esprit, que cela plaise ou non, une dernière vérité : en 1978 le tract n'est plus un bon moyen d'information. Que ceux qui en doutent se souviennent qu'en changeant de formule cette semaine, **l'Humanité** continue de courir après les 500 000 communistes qui ne lisent pas le quotidien de leur parti...

Claude-Marie VADROT ■

et pourtant elle tourne

Proche-Orient: Le deuxième round

A Bagdad, les plus "durs" des pays arabes voisineront les plus "modérés". Un compromis entre l'idéologie et la realpolitik

Quand, il y a seulement quelques jours encore, au touriste naïf qui s'avisait de demander au bureau parisien de l'*Iraqi Airways* comment de Damas on pouvait se rendre à Bagdad, la capitale irakienne, il était aimablement répondu : « *Vous savez bien que nous n'entretenons pas les meilleures relations avec la Syrie.* » Ce qui, en langage non diplomatique signifie, très exactement : « *Il n'y a pas d'avion pour aller de Damas à Bagdad.* » Et, de fait, jusqu'au dimanche 22 octobre, les frontières entre les deux pays étaient fermées, le survol des territoires respectifs interdit.

Jusqu'au 22 octobre, car il y a une semaine tout est rentré dans l'ordre. Ça y est ! Les frères ennemis sont maintenant réconciliés. Le 24 octobre le général Hafez El Assad, chef de l'Etat syrien, s'est rendu dans la capitale irakienne pour, dit pudiquement le communiqué, une visite de « travail ». Officiellement. En réalité il s'agit ni plus ni moins que d'un événement. Le profane n'y comprend plus rien. Comment est-ce possible ?

Un sommet œcuménique

Quand on sait de surcroît que le 2 novembre doit se tenir à Bagdad un sommet où rois et chefs d'Etat arabes des deux camps — celui de la « fermeté » et les « modérés » pro-américains —, vont se retrouver côte à côte, l'étonnement est à son comble. Le « dur des durs » — l'Irak —, haut-lieu de la réconciliation ? Quoi, Yasser Arafat chef de l'O.L.P. aux côtés de Saddam Hussein, le liquidateur, par hommes de main interposés, d'Ezzedine Kalak ? Le progressiste Boumedienne assis en face du roi Fayçal d'Arabie, le chef de de file américain au Proche-Orient ? Moammar Khadaki serrant peut-être la main, qui sait, du vice-président égyptien, Hosni Moubarak ?

Oui, tout cela est vraisemblable, hautement probable, attendu même, programmé tout simplement. Impossible il y a trois mois le sommet de Bagdad, s'il tient la route, sera un événement. Pour plusieurs raisons.

D'abord il aura lieu dans la capitale irakienne. A l'initiative d'un chef d'orchestre effacé, mais lucide et pragmatique : Saddam Hussein, l'homme fort du régime. Ce sommet, il l'a voulu et, au terme d'un revirement spectaculaire, il lui a donné sciemment ce tour œcuménique. Un véritable tour de force.

Qu'on se souvienne. Fin 1977, l'Irak claquait la porte du « sommet de la fermeté » à Tripoli. Il était deux heures du matin ; toute la presse internationale attendait, à demi assoupie sur les marches du Palais du peuple, qu'on veuille bien, fut-ce au finish, signer enfin l'arrêt de mort du « traitre Sadate ». L'Irak, qui n'était venu que sur la pointe des pieds, trouvait pour sa part les « durs »... bien trop « modérés ». Motif : la résolution 242 de l'O.N.U. Bref, la solution négociée chère à Assad. L'Irak n'en voulait pas. Aujourd'hui, pour prix de la participation du président syrien au sommet de Bagdad, il a décidé de fermer les yeux. Rien de moins.

Le plus intransigeant des pays arabes change donc brusquement de langage. La capitale de la fermeté devient du coup la capitale de la réconciliation. Une victoire de Saddam Hussein. Du sur mesure.

Des histoires de famille

Deuxième victoire : Assad, « l'énigmatique » Assad, vient au rendez-vous. Entre les deux fractions du parti Baas, au pouvoir dans les deux pays, le différend est pourtant de taille. L'exégèse la plus solide du contentieux confond toujours le plus scrupuleux des observateurs. Les intérêts d'Etat sont souvent divergents. Mais les histoires de famille — c'est le cas —, il n'y a pas pire. Les Palestiniens en savent quelque chose qui ont, tout au long de l'histoire de la résistance, fait les frais de la rivalité irako-syrienne. C'est qu'entre Bagdad et Damas la guerre s'est surtout faite par Palestiniens interposés.

Mais aujourd'hui, le contexte n'est plus le même. Ni Assad ni Saddam Hussein n'ignorent évidemment que la négociation de paix entre l'Egypte et Israël va si bon train qu'au point d'être dûment paraphée, elle ouvre du coup le deuxième acte d'une solution négociée au Proche-Orient. Le temps des seules invectives est donc passé. On enterre la hache de guerre. Après l'Egypte, c'est maintenant au tour des autres pays du « champ de bataille » — la Syrie, la Jordanie, sans oublier évidemment l'O.L.P. — qu'il appartient de négocier.

La Syrie, depuis longtemps le souhaite. Elle s'y est d'ailleurs préparée. En réduisant tour à tour au Liban les plus extrémistes des palestiniens ou des chrétiens.

Arafat : passer l'éponge

Assad a maintenant les coudées franches. A Bagdad il ira conforter une position qui déjà a l'aval des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. Après son voyage dans la capitale soviétique, le président syrien sait quel est l'espoir que nourrissent les hôtes du Kremlin. Ce qu'ils redoutent surtout. Non pas tant d'ailleurs un règlement négocié — après tout leur hostilité à Camp David reste à démontrer —, que leur élimination du second round qui se prépare. Crainte légitime, si l'on en juge par la façon dont, durablement semble-t-il, ils ont été écartés par Kissinger de la région. D'où leurs pressions sur Damas, sur l'Irak, momentanément d'accord, et... sur les Palestiniens.

Car les Palestiniens aussi iront plancher à Bagdad. Yasser Arafat emboitera le pas à son « cher protecteur » syrien. Que pourrait-il d'ailleurs faire d'autre ? Invité en tant que chef de l'O.L.P. et non pas du Fath — nuance ! —, le leader palestinien devra faire contre mauvaise fortune bon cœur. Oublier surtout tout un passé qui n'est pas seulement récent. Passer l'éponge, en somme. Le peu de marge de manœuvre dont dispose l'O.L.P. l'exige. Et de même que récemment il s'est rendu auprès de Hussein de Jordanie, l'homme de *Septembre noir*, il ira dans la foulée de Assad à la rencontre des pourvoyeurs de fonds d'Abou-Nidal, le dissident extrémiste du Fath. Un Abou-Nidal dont quelques indices montrent déjà qu'il pourrait être « lâché » par ses protecteurs irakiens. C'est du moins ce que laissent entendre à Beyrouth les rumeurs qui circulent dans ce qui traditionnellement, dans la résistance palestinienne, louche du côté de la capitale irakienne. L'avantage pris par la Syrie dans la région comme la bataille des clans qui précède en Irak la disparition du maréchal-président Ahmed Hassan El Bakr expliqueraient d'ailleurs à eux seuls certaines reconversions tardives.

Bien entendu, chacun à Bagdad aura ses arrière-pensées. Mais pour l'heure on s'affaire. Le camp des « modérés » s'applique à trouver le moyen de faire inviter l'Egypte tandis que du côté égyptien on fait traîner quelque peu la signature du traité de paix avec Israël. Histoire de peser sur le sommet voisin et d'en atténuer la portée.

José SANCHEZ ■

Anne Sylvestre avec Pauline Julien :
« Personne à ménager, personne à remercier. »

ANNE SYLVESTRE :

Une sorcière comme toutes celles qui...

Il y a beaucoup de gens pour qui Anne Sylvestre, c'est « les chansons pour enfants ». Eh bien, une fois de plus, ceux-là seront déçus s'ils vont la voir sous le chapiteau des halles à un des concerts qui se donneront du 2 novembre au 9 décembre (relâche le dimanche). Pour Anne, c'est clair : « *Pas de chansons pour les enfants, j'ai même été obligée de le faire mettre sur les contrats, car enfin, on amène son gosse, on lui dit écoute la dame qui chante, et on s'imagine que c'est trois petites fabulettes au milieu du reste qui vont le faire taire. Sans compter que, d'autre part, si je chante pour les enfants dans mes spectacles, pendant ce temps j'emmerde prodigieusement les autres qui n'en ont rien à foutre.* »

Les autres ? Qui sont-ils d'abord ? « *Y'a qu'à les regarder. Ils sont tellement bien, ils sont tellement chouettes que je me demande si c'est pas le meilleur des publics des petits copains !!!* (éclats de rire). *Non, il y a une chose qui est très nette, c'est que d'abord ils viennent par amitié, ils ne viennent ni par curiosité, ni parce que ça se fait. Et puis, ils sont très jeunes en général. Alors qu'il y a quelques années ça commençait aux étudiants, ça commence maintenant au lycée. Il y a une majorité entre seize et dix-neuf ans. Et puis bien sûr, il y a aussi quelques parents, et aussi des mémés, des pépés et des qui écoutent ça depuis longtemps, mais c'est quand même étonnant de voir que les chansons que j'ai écrites il y a vingt ans intéressent absolument des gosses de quinze ou seize ans.* »

« *Un autre truc marrant, il y a deux ou trois ans, on remarquait qu'il y avait une grosse grosse majorité de filles, et en ce moment, ça s'équilibre. Comme dit ma fille Alice : « Ben, elles amènent leurs copains ! ». Il doit bien y avoir un truc dans ce genre.* »

Et Anne en profite pour réaffirmer son engagement. Au moment où ça se fait beaucoup de dire : « *Non, je ne suis pas féministe, pensez-vous* », elle refuse de faire partie de « *ces dames qui se désolidarisent, ou de celles qui ne veulent pas dire que c'est féministe parce qu'elles ont peur que ça fasse peur.* » On ne se tire pas du bateau en disant : « *Je ne suis pas comme toutes celles qui...* » *Je regrette, mais moi je suis comme toutes celles qui... Quand on est sur un bateau, on ne peut pas désavouer les rameurs.* »

Pour ces cinq semaines et demi de concerts, Anne prépare des nouvelles chansons. Ça ne sera pas une rentrée ; « *pour cela il faudrait être sorti* ». Il n'y aura pas non plus de tournant, car pour reprendre l'exemple qu'elle qualifie elle-même d'ultra féminin, ses chansons, c'est une tapisserie ou une couverture en petits carrés. « *J'ai commencé à faire des bouts. J'étale et je vois où il y eu des trous.* » Et la tapisserie est loin d'être terminée ? « *Ah ben, j'espère parce que ce serait triste. Il y a toujours des choses à rajouter, et puis on peut toujours faire des bords.* »

Anne Sylvestre, quand elle parle, c'est comme dans ses chansons, elle vit ce qu'elle dit. Elle s'exprime sans détours, et elle ne cache pas que, volontairement, elle donne quelques coups de pied en passant. « *Je vais encore me faire quelques ennemis. De toutes façons, je n'ai pas à ménager grand monde, car je n'ai pas de remerciements à donner.* »

Des remerciements, effectivement, ce n'est ni aux journaux, ni à la télé, ni à la radio qu'elle devra en envoyer !!!

« *La radio, j'ai compris pourquoi ils ne me passent pas : « parce que c'est trop bien. Vous comprenez les gens n'aimeront pas, les gens sont des cons ! ». Et tous ceux qui viennent alors, les milliers de gens qui se déplacent, ces gens-là sont des cons parce qu'ils ne se conforment pas aux sondages tels que !!!* ».

Voilà, Anne Sylvestre vous donne rendez-vous, rue Pierre Lescot, du 2 novembre au 9 décembre, en attendant la sortie de son prochain disque. C'est pour dans quelques mois et comme les précédents, il sera produit par... Anne Sylvestre elle-même.

Propos recueillis par Michel MARTIN ■